



Rhétorique et réalité : Évaluer le bilan économique du Canada sous le gouvernement Harper

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	1
Introduction : Performance économique du Canada en chiffres	3
Classement des premiers ministres : Méthodologie	5
Travail	
• Création d'emplois	9
• Taux d'emploi	10
• Chômage	11
• Participation	12
• Emploi des jeunes	13
• Qualité des emplois	14
Production	
• Croissance économique.....	16
• Niveaux de vie	17
• Investissement	18
• Exportations	19
• Productivité	20
Répartition et endettement	
• Revenu personnel	22
• Inégalité	23
• « Salaire social ».....	24
• Endettement des ménages	25
• Dette publique	26
Analyse et conclusions	
• Évaluation globale	28
• Récessions et autres circonstances défavorables	30
• L'économie déchue du Canada : Qu'est-ce qui a mal tourné?	32
Conclusion : Nous aurions pu obtenir de meilleurs résultats	36
Annexe statistique	39

*Le présent rapport a été préparé par le Service de recherche d'Unifor. Auteurs principaux : Jim Stanford et Jordan Brennan.
Les dessins humoristiques ont été réalisés par le bédéiste britanno-colombien Greg Perry et sont utilisés avec son autorisation.*

Sommaire

Il est généralement prétendu que les conservateurs fédéraux possèdent un « savoir-faire économique » plus développé que celui des autres grands partis politiques. Et il y a fort à parier que le gouvernement Harper mettra l'accent sur les enjeux économiques pour tenter de se faire réélire à l'automne.

Or, le fossé se creuse entre ces allégations de saine gestion économique et la réalité statistique de l'économie canadienne, car celle-ci enregistre une performance décevante depuis quelques années et semble être entrée de nouveau en récession cette année. Pour vérifier de façon plus approfondie les allégations de nature économique des conservateurs, le présent document procède à un examen empirique détaillé du bilan économique des principaux gouvernements élus depuis la fin de la guerre au Canada.¹ Il compare ensuite les performances économiques réalisées sous chaque premier ministre sous l'angle de 16 indicateurs traditionnels et courants du progrès économique et du bien-être. Ces 16 indicateurs sont classés en trois grandes catégories qui peuvent être résumées comme suit :

- **Travail** : Création d'emplois, taux d'emploi, taux de chômage, taux de participation, emploi des jeunes, qualité des emplois
- **Production** : Croissance du PIB réel (absolue et par tête), investissement des entreprises, exportations, croissance de la productivité
- **Répartition et endettement** : Revenu personnel réel, inégalités, services publics fédéraux, endettement personnel, dette publique

Ces indicateurs sont tous mesurés à l'aide de données recueillies par Statistique Canada et d'autres sources publiques de 1946 à 2014. Une annexe statistique exhaustive énumère toutes les sources statistiques et contient des précisions à leur sujet. Ensemble, ces 16 indicateurs dressent un tableau de la performance et de la stabilité économiques globales sous chaque gouvernement d'après-guerre.

À l'égard de la moitié de ces indicateurs, le gouvernement Harper se classe dernier (seul ou à égalité) au classement des neuf premiers ministres d'après-guerre. Quant aux indicateurs restants, le gouvernement Harper occupe, au mieux, le sixième rang. Étant donné le classement moyen de chaque premier ministre (par rapport aux 16 indicateurs), le gouvernement Harper arrive en dernière place des neuf gouvernements d'après-guerre, loin derrière le gouvernement conservateur de Mulroney, qui a été au pouvoir de 1984 à 1993.

Le piètre bilan économique du gouvernement Harper ne peut pas être attribué à la récession de 2008-2009. En fait, le Canada a connu, au total, 10 récessions entre 1946 et 2014. La plupart des gouvernements ont donc été confrontés à une récession à un moment ou un autre de leur mandat. Certains premiers ministres ont même dû faire face à plus d'une récession. Les données statistiques démontrent que la reprise suivant la récession de 2008-2009 est (de loin)

¹ Comme nous l'expliquons plus loin, les premiers ministres ayant gouverné le pays pendant moins d'un an sont exclus au motif qu'ils n'ont pas eu le temps d'influencer considérablement la performance économique du Canada.

la plus faible que le Canada ait enregistrée depuis la grande dépression. Cette reprise particulièrement faible, et non la récession, explique le mauvais classement économique du gouvernement Harper.

D'autres données confirment que, selon des indicateurs rajustés en fonction de la population, l'économie canadienne a sombré dans le bas du classement des pays de l'OCDE sous le gouvernement Harper. Qui plus est, le Canada risque de plonger encore davantage dans les profondeurs du classement des pays industriels en 2015 si l'on se fie aux données publiées sur sa croissance économique négative. L'allégation du premier ministre Harper selon laquelle l'économie canadienne « fait l'envie du monde entier » entre en pleine contradiction avec les données internationales.

En bref, aucune donnée empirique ne montre que les gouvernements conservateurs en général, et le gouvernement Harper en particulier, sont les « meilleurs gestionnaires de l'économie » au Canada. Au contraire, l'économie canadienne n'a jamais connu une aussi piètre performance depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale que sous le gouvernement conservateur actuellement au pouvoir. Des politiques différentes (préconisant la création d'emplois, la croissance réelle, la hausse des revenus et l'égalité) seront requises pour placer l'économie canadienne sur une trajectoire plus optimiste.

Introduction : Performance économique du Canada en chiffres

Le gouvernement Harper aime se vanter de son savoir-faire économique. Et beaucoup croient que sa présumée réputation de « bon gestionnaire de l'économie » sera son principal atout lors de la prochaine campagne électorale. Par exemple, lors d'un discours prononcé devant des partisans conservateurs en septembre 2014, le premier ministre Harper a déclaré ce qui suit : « Nous avons traversé le pire ralentissement économique mondial depuis la grande dépression avec une économie qui fait sans contredit l'envie du monde entier. » Ses députés affirment en termes aussi forts que les conservateurs devraient être félicités (et réélus) pour leurs résultats économiques.

Pourtant, cette autosatisfaction semble entrer en contradiction avec les rapports statistiques qui suggèrent que l'économie du Canada est en réalité très chancelante. Les projections de croissance sont constamment revues à la baisse, et pas uniquement à cause de la chute des prix du pétrole. En fait, l'économie du Canada a commencé à se contracter pendant la première moitié de 2015, après plusieurs années d'expansion inférieure à la moyenne. Au début de l'année 2015, la Banque du Canada, inquiète du climat conjoncturel peu porteur, a baissé les taux d'intérêt. Stephen Poloz, gouverneur de la Banque du Canada, a même exprimé ses « déceptions successives » quant à la performance du Canada. En outre, les données relatives au marché de l'emploi sont tout aussi décourageantes, car la création d'emplois est beaucoup plus anémique que la normale en période de reprise économique et le nombre d'emplois précaires mal rémunérés ne cesse de croître.

Les ménages canadiens savent d'expérience que les conditions économiques sont loin d'être optimales. L'endettement des ménages a atteint des niveaux record, bien que le marché boursier et les profits d'entreprise aient repris de la vigueur et que le déficit fédéral se soit résorbé. Les revenus familiaux sont minés par la hausse constante des prix à la consommation, la montée en flèche des valeurs immobilières dans la plupart des villes et la stagnation des revenus. On ne peut pas tenir rigueur aux Canadiens de douter du sentiment de satisfaction béate des conservateurs. Après tout, le chômage, l'insécurité et l'endettement sont leur pain quotidien. Il est difficile d'imaginer que ce soit la meilleure situation économique possible pour eux.

Comment faire concorder ces portraits divergents du bien-être économique du Canada? La meilleure méthode consiste à examiner les données objectives décrivant la performance économique concrète du Canada. Comment les Canadiens travaillent-ils? Que produisent-ils? Comment les résultats économiques et les revenus sont-ils partagés entre les Canadiens? Voilà les critères fondamentaux pour jauger la performance économique du Canada.

Le présent rapport brosse un tableau exhaustif de la performance économique réelle du Canada depuis l'élection de Stephen Harper en 2006 et la compare avec celle d'autres

gouvernements canadiens élus après la Deuxième Guerre mondiale. Il tire des données empiriques réelles se rapportant à la performance économique du Canada la conclusion que le bilan économique de Stephen Harper est de loin le pire de tous les gouvernements qui se sont succédé depuis la Deuxième Guerre mondiale, contrairement à ce que la rhétorique enflammée des politiciens laisse croire.

Classement des premiers ministres : Méthodologie

Nous décrivons ci-dessous la méthode adoptée pour évaluer le bilan économique du gouvernement Harper par rapport à celui d'autres gouvernements canadiens.

Tout d'abord, nous avons sélectionné 16 mesures statistiques de base qui illustrent des dimensions cruciales de l'activité économique et du bien-être des Canadiens. Ces 16 indicateurs peuvent être regroupés en trois thèmes généraux :

- **Travail** : Pour assurer leur bien-être, rien n'est plus important pour les Canadiens que de subvenir à leurs besoins grâce à un travail salarié. La série d'indicateurs permet de déterminer la mesure dans laquelle les Canadiens parviennent à se trouver du travail. Elle englobe le taux de création d'emplois, le taux d'emploi, le taux de chômage, le taux de participation, la création d'emplois pour les jeunes et la qualité des emplois.
- **Production** : La performance économique dépend également de la quantité et de la qualité des biens et des services découlant du travail des Canadiens. Les 16 mesures font donc état de la croissance de la production (en chiffres absolus et en chiffres relatifs à la population du Canada), de la vigueur des investissements des entreprises et des exportations (souvent considérés comme les principaux moteurs de croissance de l'économie de marché du Canada) et de la productivité moyenne (qui reflète l'efficacité de l'activité économique).
- **Répartition et endettement** : Le bien-être économique ne dépend pas seulement de l'expansion du travail et de la production. Il faut aussi prêter attention à la répartition et, en fin de compte, à l'utilisation des fruits de ce labeur. Les 16 mesures décrivent la croissance des revenus personnels des Canadiens, mais aussi leur répartition entre différentes classes de revenus. Elles présentent également les fluctuations de ce que l'on appelle communément le « salaire social », c'est-à-dire la valeur réelle des programmes et des services gouvernementaux qui font partie intégrante du niveau de vie global des Canadiens (en sus des revenus en argent). Pour terminer, cette section fait état de l'évolution de l'endettement des particuliers et du gouvernement fédéral, car de nombreux économistes sont préoccupés par la viabilité des niveaux d'endettement.

Ensemble, les 16 mesures brossent un tableau exhaustif de la performance économique du Canada. Ce sont tous des indicateurs usuels et légitimes couramment utilisés dans les analyses économiques. Bien entendu, leur ordre d'importance varie d'un observateur à l'autre, et aucune série admise d'indicateurs n'existe pour faire la synthèse complète de la conjoncture économique. Or, notre série comprend quelques mesures sur lesquelles les analystes centrés sur les affaires ou les marchés mettent traditionnellement l'accent, notamment la croissance du PIB réel, la création d'emplois, l'investissement des entreprises et la dette publique, ainsi que plusieurs indicateurs privilégiés par les défenseurs des intérêts sociaux, comme l'inégalité, la valeur des services publics et la participation. À cet égard, nos 16 indicateurs sont passablement représentatifs des préoccupations et des priorités économiques les plus communes des Canadiens d'une extrémité à l'autre du spectre politique.

Lorsqu'une comparaison repose sur des montants globaux ou par personne exprimés en dollars, toutes les séries ont été corrigées en fonction de l'inflation (et sont donc en dollars constants). Bien que le taux d'inflation en soi ne constitue pas un indicateur distinct dans la présente analyse², un gouvernement qui maintient l'inflation à un taux faible obtiendra un meilleur classement, car il enregistrera une performance supérieure quant à tous les indicateurs corrigés en fonction de l'inflation (au moins dans la mesure où une inflation basse est associée à une bonne performance économique réelle).

Nous avons rassemblé des données sur la performance du Canada dans ces trois domaines en remontant jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Notre analyse s'amorce en 1946 (afin de réduire au minimum l'incidence de la démobilisation des activités militaires et d'autres activités gouvernementales à la fin de la guerre³). Aucune donnée remontant à 1946 n'est disponible dans deux cas, soit l'endettement des ménages (les données les plus anciennes datent de 1961) et l'indice de la qualité de l'emploi (qui a été calculé pour la première fois en 1988). Pour ces indicateurs, les classements s'appliquent seulement aux premiers ministres qui étaient en poste pendant la période couverte par les données disponibles.

Nous avons ensuite analysé les données relatives aux périodes pendant lesquelles chaque premier ministre d'après-guerre a été au pouvoir. Nous avons toutefois exclu les premiers ministres dont le mandat a duré moins d'un an (puisque'ils n'ont pas été en mesure de modifier considérablement la trajectoire économique du Canada). Sur la base de ces critères, nous avons étudié le bilan économique de neuf premiers ministres : Mackenzie King (1946-1948), Louis St-Laurent (1948-1957), John Diefenbaker (1957-1963), Lester Pearson (1963-1968), Pierre Elliott Trudeau (1968-1984), Brian Mulroney (1984-1993), Jean Chrétien (1993-2003), Paul Martin (2003-2006) et Stephen Harper (2006 à aujourd'hui). Notre analyse repose sur des données économiques annuelles. S'il y a lieu, les moyennes calculées pour chaque premier ministre comprennent la première année et la dernière année de leur mandat de manière à ce que le premier ministre sortant et le premier ministre entrant puissent « s'attribuer le mérite » de l'année de transition. Lorsque des variations sont calculées à l'intérieur d'une période, la comparaison est fondée sur la différence entre l'année de commencement et l'année de fin.

Pour terminer, nous rapportons et classons la performance des premiers ministres par rapport à chaque indicateur. À la fin du présent rapport, nous fournissons une évaluation sommaire (basée sur la performance globale de chaque premier ministre par rapport aux 16 indicateurs).

L'annexe statistique contient toutes les données empiriques utilisées pour réaliser l'analyse ainsi que les références complètes de leurs sources. La plupart des données proviennent de Statistique Canada, mais quelques séries sont tirées d'autres sources. Les notes figurant à

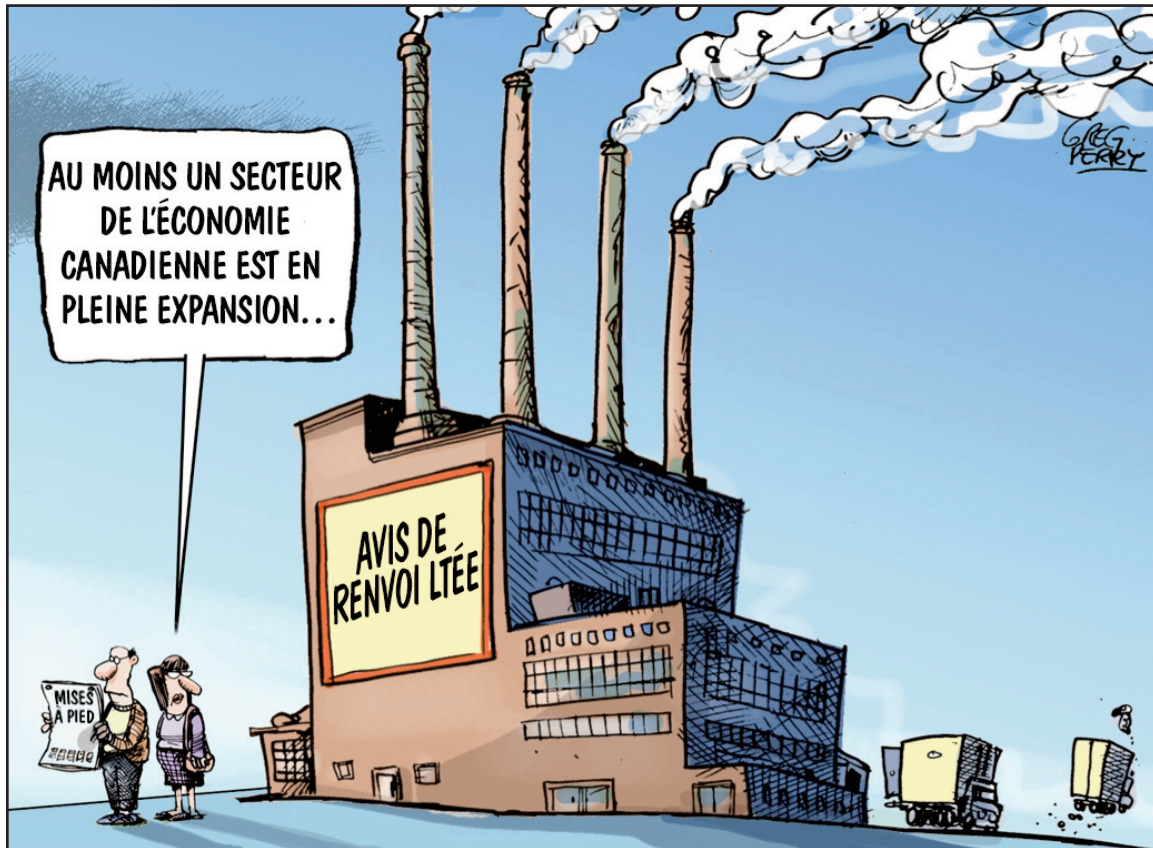
² Cela reflète en partie l'incertitude qui règne chez les économistes quant à l'aspect « bénéfique » d'une inflation très basse, surtout lorsque la demande est faible et que l'endettement est élevé.

³ L'effet de la Deuxième Guerre mondiale se répercute encore sur certaines données de 1946 et de 1947, comme les mesures des revenus personnels réels et des dépenses de programmes réelles par tête (lesquelles ont été influencées par l'abandon de divers programmes liés à la guerre ainsi que par une courte poussée de l'inflation après la guerre. L'évaluation de la politique économique gouvernementale à cette époque devrait donc tenir compte de ce contexte particulier.

l'annexe expliquent les autres problèmes spécifiques que nous avons rencontrés en préparant chaque série.

Dans la majorité des cas, pas une seule série statistique ne fournissait des données homogènes remontant jusqu'à 1946 (en raison de ruptures de séries, de l'abandon d'enquêtes en particulier, de changements de méthodologie, etc.). Dans la plupart de ces cas, la croissance ou la fluctuation de la variable pendant la période d'exercice de chaque premier ministre posait problème, mais nous sommes généralement parvenus à calculer un taux de croissance ou une fluctuation cohérente en utilisant la série la plus récente couvrant la période entière pendant laquelle le premier ministre a été au pouvoir. L'annexe contient des précisions à ce sujet.

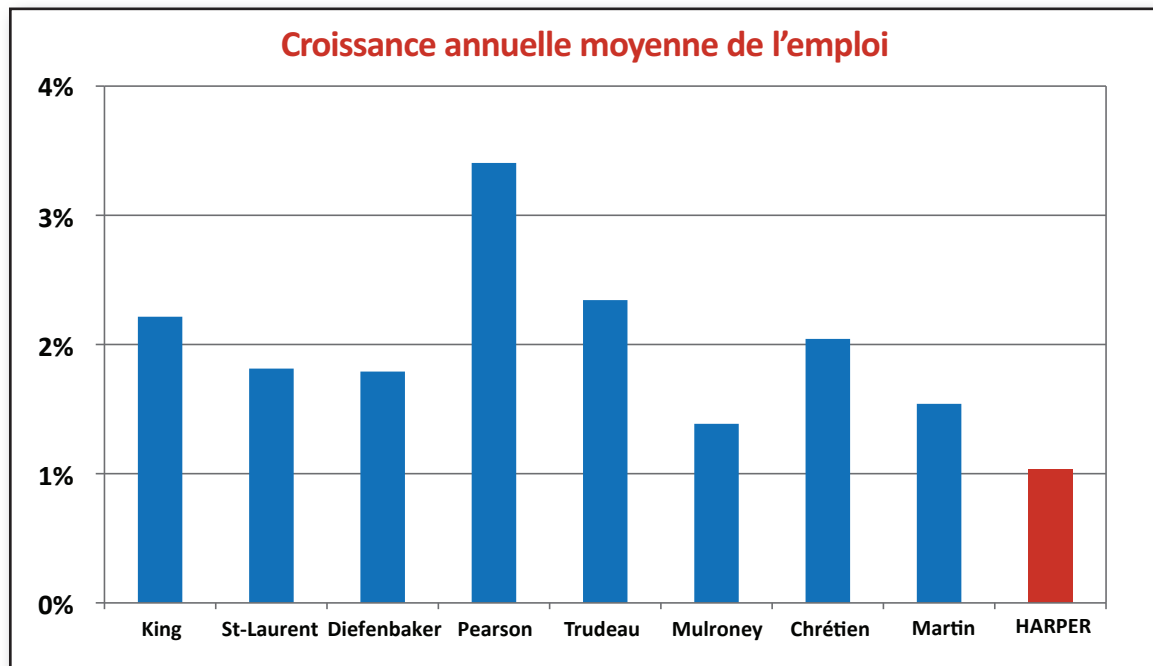
Travail



Création d'emplois

Mesure : Croissance annuelle moyenne de l'emploi

Pour assurer leur prospérité, rien n'est plus important pour la plupart des Canadiens que d'être en mesure de trouver et de garder un emploi. En raison de la croissance de la population canadienne, le marché du travail doit créer des centaines de milliers de nouveaux emplois chaque année, ne serait-ce que pour soutenir le nombre de travailleurs disponibles. La création d'emplois se mesure par la hausse annuelle moyenne de l'emploi total. (Évidemment, nous devons aussi nous soucier de la qualité des emplois. Nous y reviendrons plus tard.)



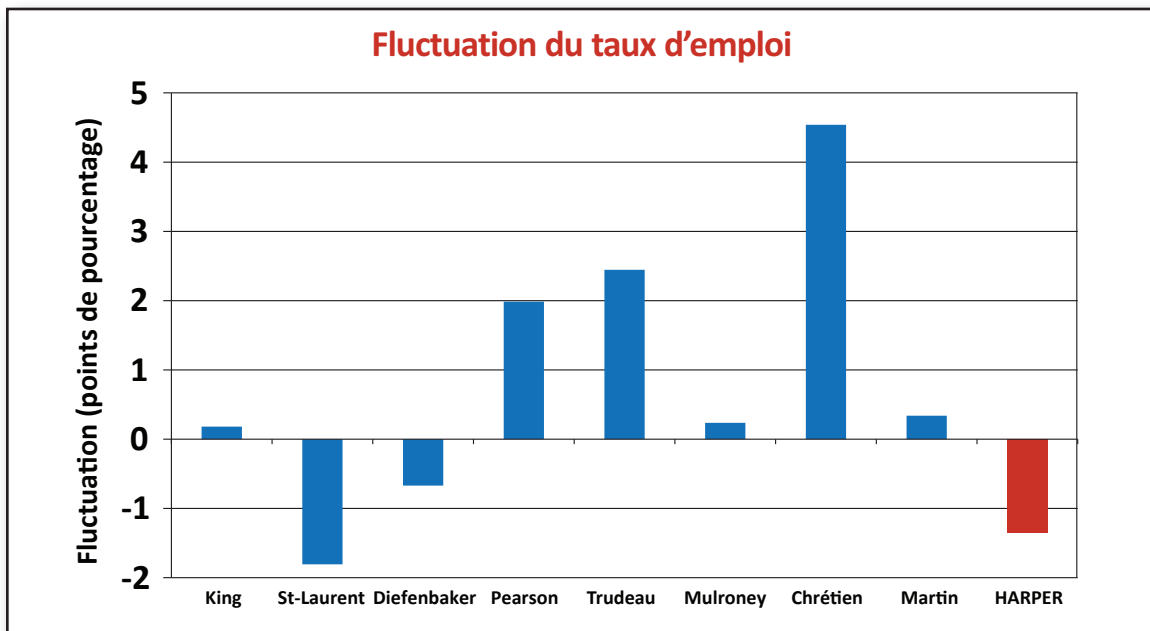
Croissance annuelle moyenne de l'emploi total								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper
2,2 %	1,8 %	1,8 %	3,4 %	2,3 %	1,4 %	2,0 %	1,5 %	1,0 %
Rang du gouvernement Harper : DERNIER								

Depuis l'élection du gouvernement Harper, l'emploi total a progressé à un taux annuel moyen de 1 % seulement. Ce taux est beaucoup plus faible que celui de la croissance de la population. La **création d'emplois n'a jamais été aussi anémique que sous le gouvernement Harper depuis la Deuxième Guerre mondiale**. Bien entendu, la récession de 2008-2009 a nui à l'emploi au Canada. Stephen Harper n'est toutefois pas le seul premier ministre à avoir affronté une récession. Pourtant, l'emploi s'est redressé beaucoup plus lentement sous sa gouverne.

Taux d'emploi

Mesure : Fluctuation de l'emploi par rapport à la population d'âge actif

La croissance de la population influe sur le nombre de travailleurs disponibles pour pourvoir un poste et, par conséquent, sur l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail. Le taux d'emploi tient compte du contexte démographique en mesurant la proportion d'adultes d'âge actif qui travaillent vraiment. Si la création d'emplois suit un rythme plus rapide que la croissance de la population, le taux d'emploi montera. À l'inverse, il chutera si la création d'emplois est trop lente. En règle générale, le taux d'emploi constitue un meilleur indicateur des conditions du marché de l'emploi que le taux de chômage.



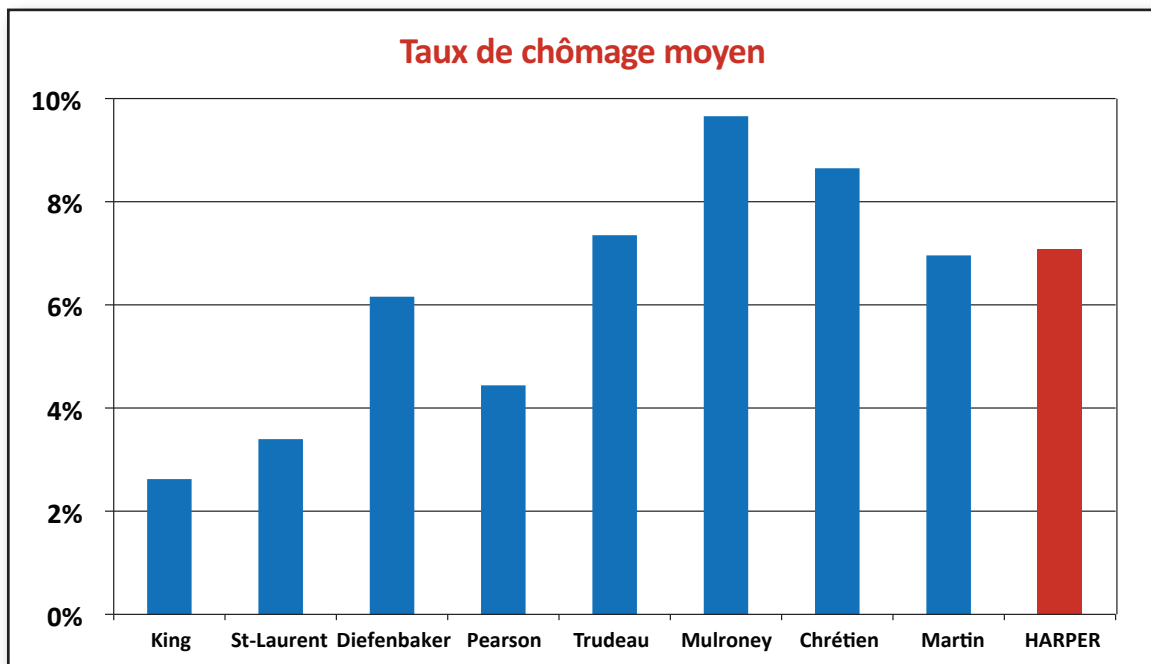
Fluctuation du taux d'emploi (pourcentage de la population d'âge actif)								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper
0,2 point	- 1,8 point	- 0,7 point	2,0 points	2,4 points	0,2 point	4,5 points	0,3 point	- 1,4 point
Rang du gouvernement Harper : AVANT-DERNIER								

Au Canada, le taux d'emploi a progressé pendant la majeure partie de la période d'après-guerre grâce à une forte création d'emplois et à la participation croissante des femmes au marché du travail. Le « baby-boom » des années 1950 est l'exception, car on encourageait les femmes à réintégrer leur foyer pour élever leurs enfants à cette époque. Le gouvernement conservateur de Harper est le **premier gouvernement depuis les années 1950 à connaître une diminution du taux d'emploi**. La création d'emplois est trop faible pour suivre le rythme de la croissance de la population. Le vieillissement de la population canadienne est un facteur qui réduit le taux d'emploi, mais pas le seul. Malgré les facteurs démographiques, les gouvernements précédents ont réussi à atteindre des taux d'emploi plus élevés grâce à une création d'emplois beaucoup plus forte.

Chômage

Mesure : Taux de chômage annuel moyen

Le taux de chômage officiel mesure le pourcentage de la population active qui cherche activement un emploi, mais qui n'arrive pas à en trouver. Il ne décrit pas pleinement le chômage, car il exclut les personnes qui abandonnent leurs recherches d'emploi ainsi que les travailleurs à temps partiel qui désirent et nécessitent un emploi à temps plein. Il se peut que le taux de chômage baisse parce que des Canadiens quittent le marché du travail (et non du fait qu'ils ont trouvé un emploi). Néanmoins, le taux de chômage est un indicateur du marché du travail important et largement utilisé.



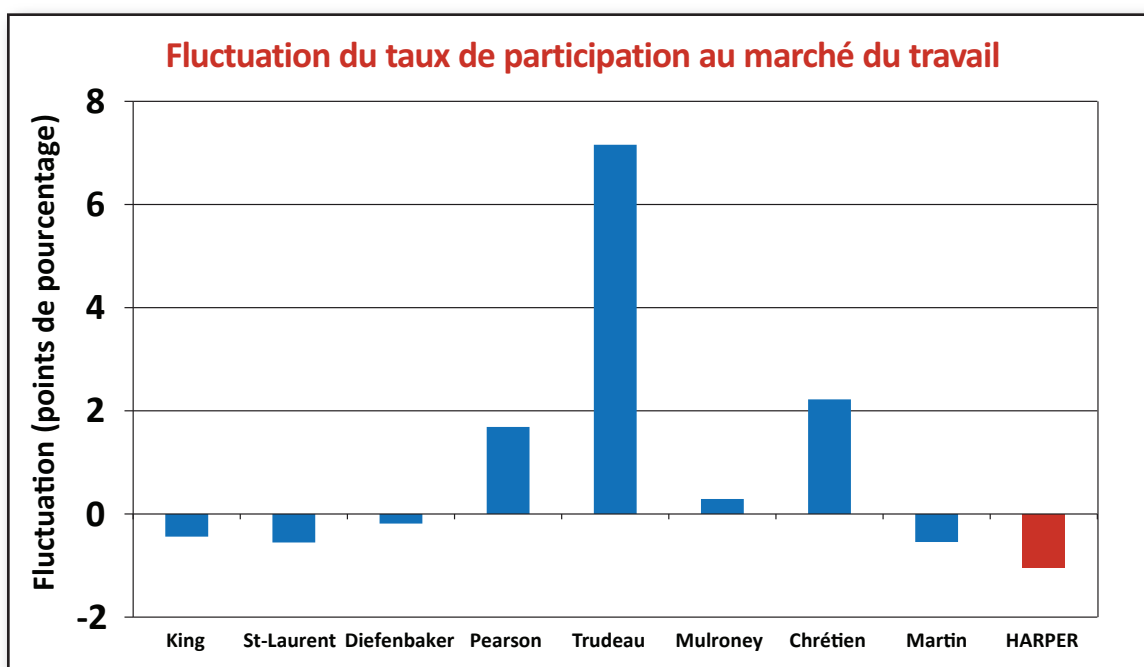
Taux de chômage moyen								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper
2,6	3,4	6,2	4,4	7,4	9,7	8,6	7,0	7,1
Rang du gouvernement Harper : SIXIÈME SUR NEUF								

Le taux de chômage annuel officiel se situe **en moyenne à 7,1 % sous le gouvernement Harper**. Harper arrive donc au sixième rang des premiers ministres d'après-guerre. Et il s'agit du taux officiel, qui ne dit pas tout sur le chômage. D'après une mesure générale du chômage de Statistique Canada (qui englobe les travailleurs découragés, les employés involontairement à temps partiel et les travailleurs qui attendent le début d'un nouvel emploi), **le vrai taux de chômage s'élève à plus de 10 % en moyenne sous le gouvernement Harper**.

Participation

Mesure : Fluctuation du taux de participation

La participation au marché du travail fait référence à la proportion de Canadiens d'âge actif « sur » le marché du travail, c'est-à-dire qui travaillent ou recherchent activement un emploi. La participation peut augmenter ou diminuer pour bien des raisons, comme les facteurs démographiques, la disponibilité relative des emplois et les tendances culturelles (p. ex. l'accroissement du travail rémunéré des femmes a fait monter le taux de participation des années 1960 jusqu'à tout récemment). Une baisse de la participation peut être révélatrice d'un désespoir, d'un isolement social et d'un gaspillage des compétences et de la formation des chômeurs.



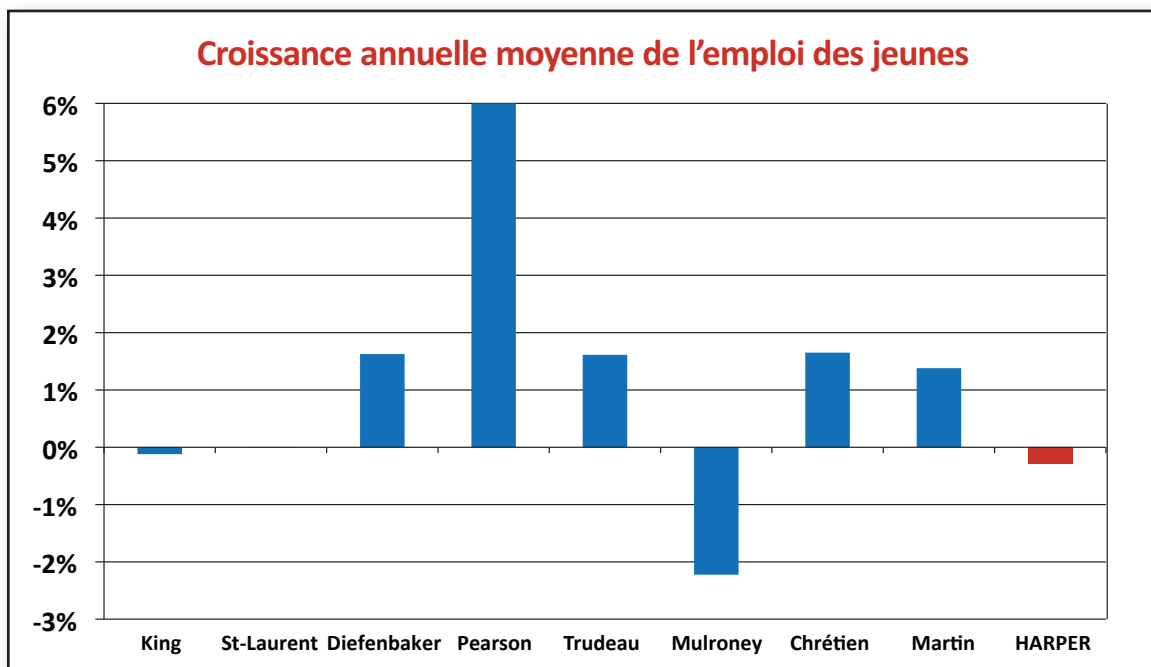
Fluctuation du taux de participation								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper
-0,4 %	-0,6 %	-0,2 %	1,7 %	7,2 %	0,3 %	2,2 %	-0,5 %	-1,0 %
Rang du gouvernement Harper : DERNIER								

De 2006 à 2014, le **taux de participation a diminué d'un point de pourcentage complet**. Il s'agit de la diminution la plus importante du taux de participation depuis la fin de la guerre. Au début de l'après-guerre, la participation a diminué puisqu'on encourageait les femmes à rester au foyer pour s'occuper de leurs enfants. Cette fois-ci, elle diminue principalement à cause d'une pénurie d'emplois décents. Encore une fois, le vieillissement de la population (un phénomène qui a débuté bien avant l'arrivée au pouvoir de Harper) n'est qu'une partie de l'équation (les travailleurs âgés sont moins susceptibles d'intégrer le marché du travail). Les perspectives d'emploi peu reluisantes compromettent également la participation des plus jeunes.

Emploi des jeunes

Mesure : Croissance annuelle moyenne de l'emploi des jeunes (moins de 25 ans)

Les jeunes d'aujourd'hui font face à un défi de taille lorsque vient le temps de trouver un emploi décent. D'habitude, ils sont embauchés en dernier lors d'une reprise, mais ils sont licenciés en premier en cas de ralentissement. Ce phénomène n'a rien à voir avec un manque de compétences. À vrai dire, les jeunes d'aujourd'hui sont mieux éduqués que les générations qui les ont précédés dans l'histoire du Canada, et la population active possède généralement un niveau d'éducation postsecondaire plus élevé au Canada que dans tout autre pays industriel. Or, il n'en a pas toujours été ainsi pour les jeunes Canadiens. Au cours des décennies précédentes, ils avaient de meilleures chances de décrocher un rôle productif dans l'économie.



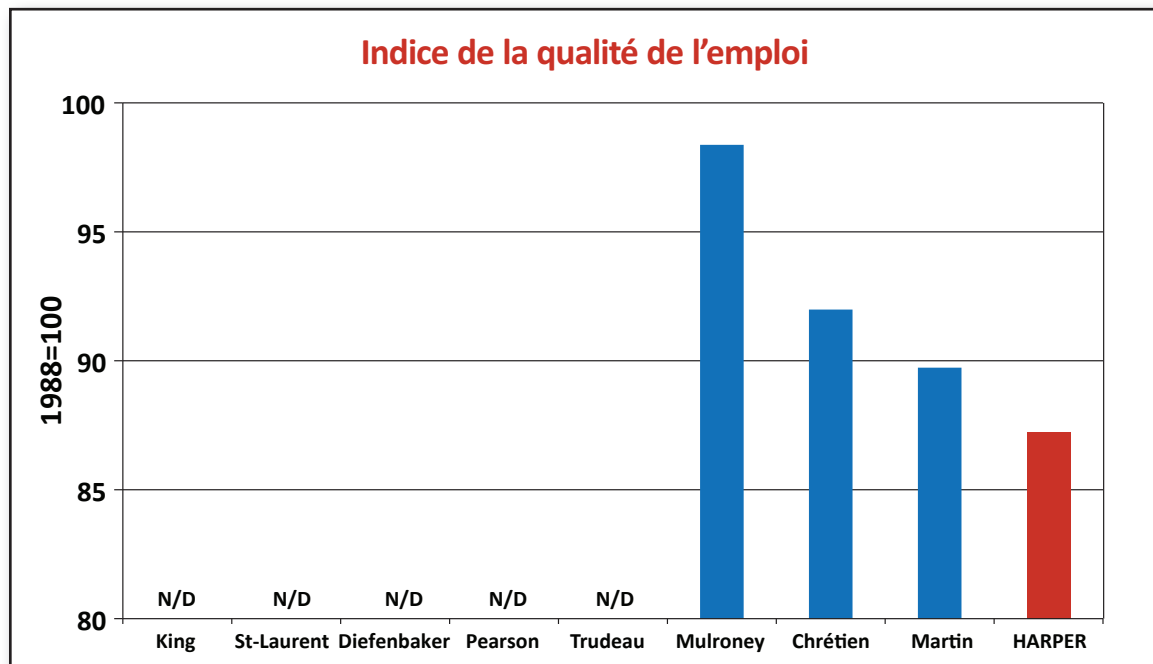
Croissance annuelle moyenne de l'emploi des jeunes (moins de 25 ans)								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper
-0,1 %	0,0 %	1,6 %	6,1 %	1,6 %	-2,2 %	1,7 %	1,4 %	-0,3 %
Rang du gouvernement Harper : AVANT-DERNIER								

Moins de jeunes travaillaient en 2014 qu'en 2006 (année de l'élection du gouvernement Harper), bien que le nombre de jeunes ait augmenté pendant la même période. De toute l'histoire du Canada d'après-guerre, seul le recul enregistré sous le gouvernement conservateur de Brian Mulroney est pire que la **baisse annuelle moyenne de 0,3 % qu'accuse l'emploi des jeunes** sous le gouvernement Harper. Le taux de chômage des jeunes est à peu près deux fois plus élevé que la moyenne nationale.

Qualité des emplois

Mesure : Indice de la qualité de l'emploi de la CIBC

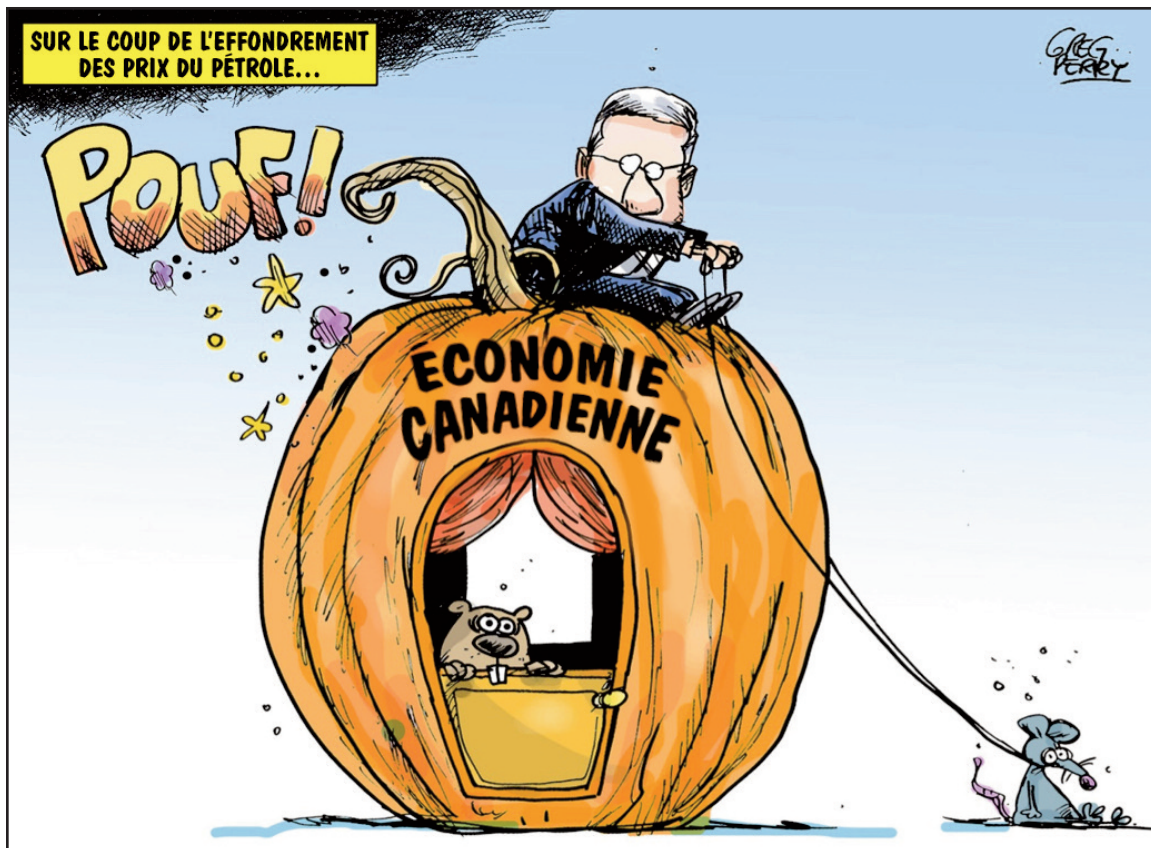
La poussée du travail à temps partiel, des emplois temporaires, des agences de placement, des entrepreneurs indépendants et d'autres formes d'emplois précaires compromet grandement la qualité des emplois au Canada. Dans un marché de l'emploi très faible, les employeurs peuvent réduire leurs conditions de travail, car ils réussissent à attirer des travailleurs malgré des heures, une stabilité d'emploi et une rémunération décevantes. Les économistes de la CIBC ont mis au point un indice de la qualité de l'emploi qui rend compte de toutes ces tendances en une seule mesure. Toutefois, les données utilisées pour le calculer remontent seulement à 1987.



Indice moyen de la qualité de l'emploi (CIBC, 1988 = 100)								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney (1988-1993)	Chrétien	Martin	Harper
N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	98,4	92,0	89,7	87,2
Rang du gouvernement Harper : DERNIER								

Sous le gouvernement Harper, *la qualité des emplois a constamment régressé pour atteindre son niveau le plus bas depuis que la CIBC a commencé à recueillir ces données*. Il n'y a pas que la pénurie d'emplois qui cause du tort aux travailleurs. La qualité des emplois qu'ils arrivent à décrocher n'a jamais été aussi médiocre.

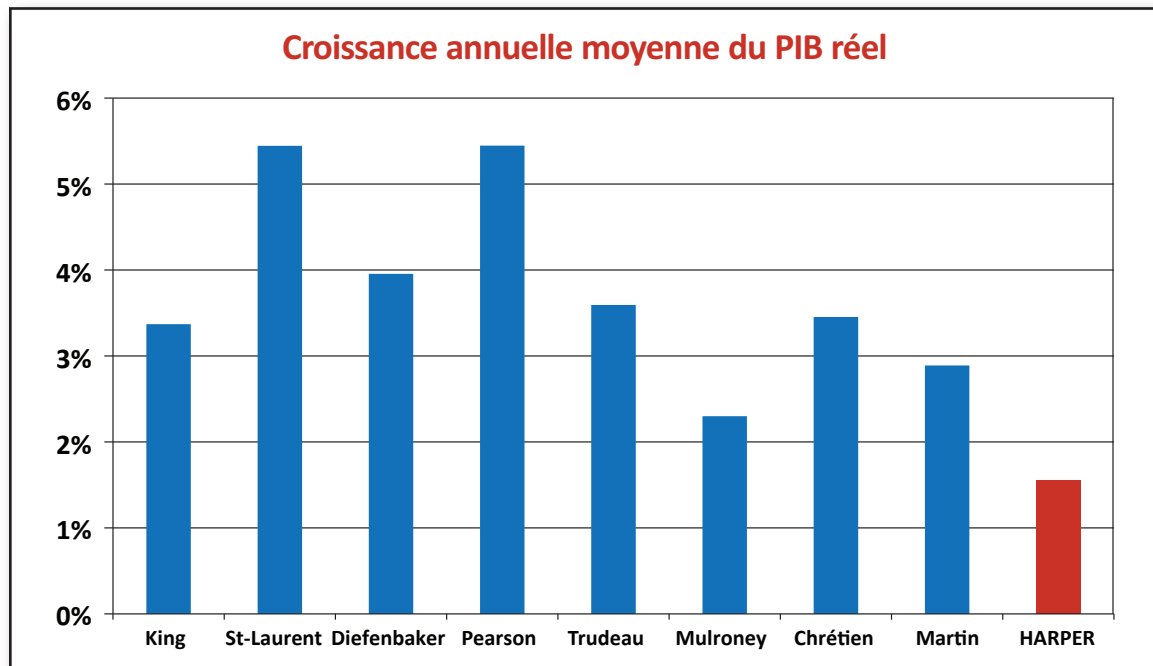
Production



Croissance économique

Mesure : Croissance annuelle moyenne du PIB réel

Le PIB réel du Canada représente la valeur totale, en dollars constants, de tous les biens et services produits par les travailleurs à la grandeur du pays. Il s'agit de la mesure normalisée de la croissance économique. Lorsqu'une grande proportion des habitants d'un pays travaillent et disposent d'un fort pouvoir d'achat, le PIB croît relativement rapidement, et les niveaux de vie augmentent. Lorsque cette proportion diminue et que les entreprises n'arrivent pas à vendre leurs produits, l'économie entière stagne et le chômage augmente.



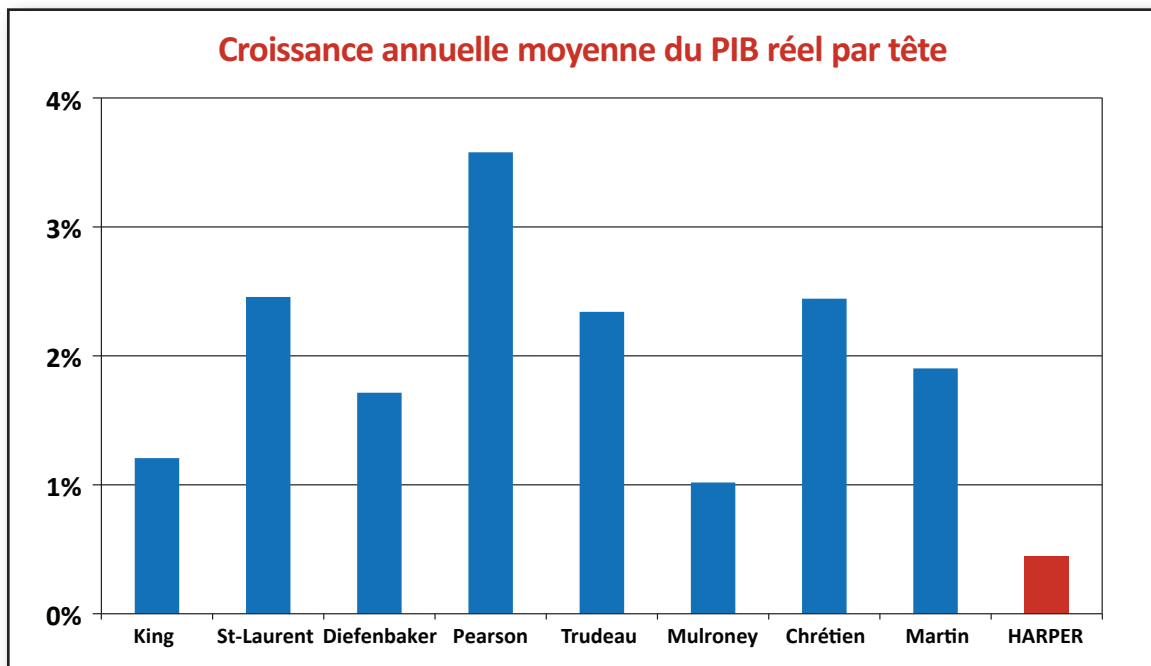
Croissance annuelle moyenne du PIB réel								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper
3,4 %	5,4 %	4,0 %	5,4 %	3,6 %	2,3 %	3,5 %	2,9 %	1,6 %
Rang du gouvernement Harper : DERNIER								

Sous le gouvernement Harper, **le PIB réel a augmenté en moyenne de 1,6 % seulement par année**, suffisant à peine à soutenir la croissance de la population. Au début de l'année 2015, le PIB réel a même commencé à se contracter. C'est de loin **la pire performance de tous les premiers ministres d'après-guerre**. Le PIB réel a progressé trois fois plus vite sous les gouvernements de Louis St-Laurent et de Lester Pearson.

Niveaux de vie

Mesure : Croissance annuelle moyenne du PIB réel par tête

Les niveaux de vie se mesurent couramment à l'aide du niveau de PIB réel par habitant, même s'il est imparfait. Si le PIB croît plus rapidement que la population, le PIB par tête augmentera, tout comme la richesse disponible pour améliorer les niveaux de vie (bien entendu, il faut aussi s'assurer de la distribuer équitablement).



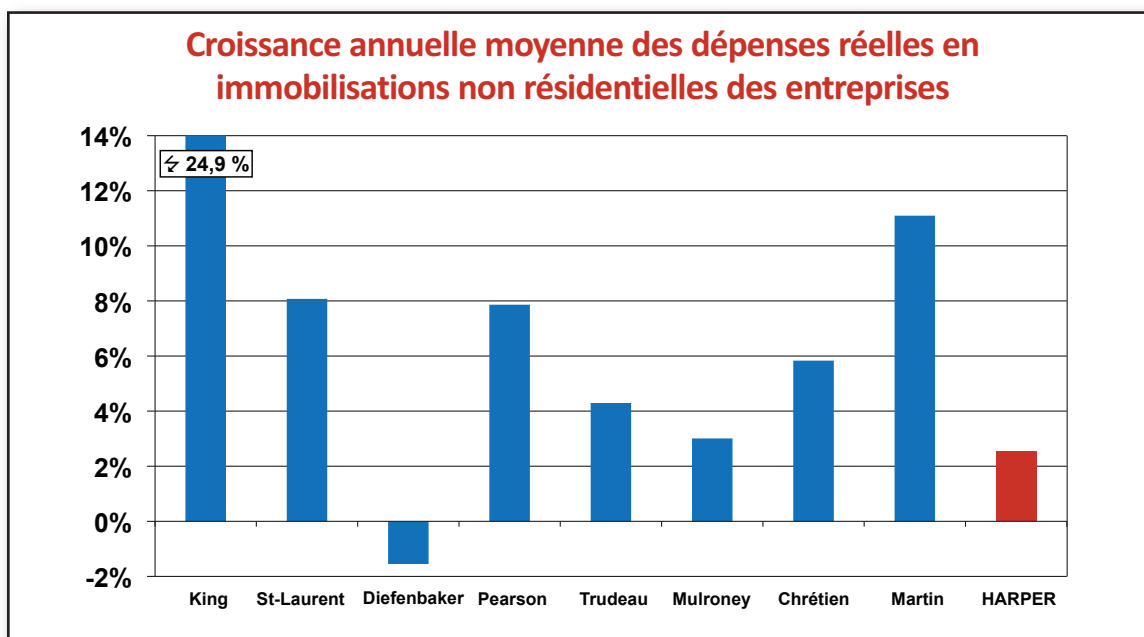
Croissance annuelle moyenne du PIB réel								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper
1,2 %	2,5 %	1,7 %	3,6 %	2,3 %	1,0 %	2,4 %	1,9 %	0,4 %
Rang du gouvernement Harper : DERNIER								

Sous le gouvernement Harper, **le PIB réel par tête a à peine augmenté** (de 0,4 % seulement par année). C'est de loin la pire performance d'un gouvernement depuis la guerre. Étant donné que les inégalités se sont aggravées, les niveaux de vie de la plupart des Canadiens ne se sont pas du tout améliorés. À 14 reprises depuis 1945 (dont 3 fois pendant la durée des fonctions de Lester Pearson), le PIB réel par tête a augmenté davantage **en une seule année** que pendant le **règne entier** de Harper.

Investissement

Mesure : Croissance annuelle moyenne des dépenses réelles en immobilisations non résidentielles des entreprises

Investir consiste à affecter les extrants actuels à des projets (comme de la machinerie, des structures et des technologies) pour accroître la production au cours des années suivantes. Les investissements sont cruciaux pour la croissance économique et la création d'emplois. Il existe de nombreuses formes d'investissements (p. ex. dans les infrastructures, le logement et la recherche), mais les investissements non résidentiels des entreprises (machinerie et structures) sont les plus importants pour la croissance économique. Nous mesurons l'investissement en chiffres absolus (corrégés en fonction des fluctuations des prix moyens).



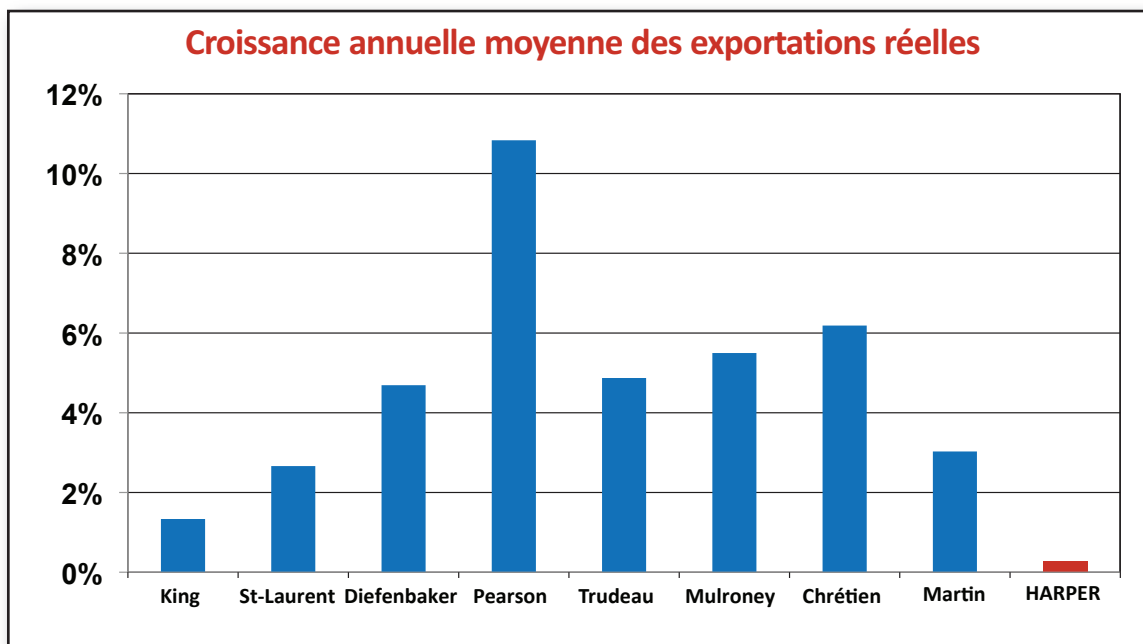
Croissance annuelle moyenne des investissements non résidentiels réels des entreprises								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper
24,9 %	8,1 %	- 1,5 %	7,9 %	4,3 %	3,0 %	5,8 %	11,1 %	2,5 %
Rang du gouvernement Harper : AVANT-DERNIER								

Les *coûteuses réductions de l'impôt des sociétés* du gouvernement Harper (qui ont fait décliner les recettes fédérales de 15 milliards de dollars par année) étaient censées entraîner un boom des investissements. Pourtant, *les investissements des entreprises ont progressé plus lentement que sous presque tous les autres gouvernements depuis la guerre*, soit de 2,5 % seulement par année. (Seul le gouvernement Diefenbaker affiche un bilan plus désastreux.) Depuis quelque temps, les dépenses en immobilisations des entreprises s'effondrent carrément. L'économie canadienne n'investit pas suffisamment dans la technologie et l'équipement pour suivre les tendances mondiales.

Exportations

Mesure : Croissance annuelle moyenne des exportations réelles

Les exportations constituent un moteur crucial de la croissance économique du Canada puisqu'il s'agit d'un pays commerçant. Nous exportons des biens et des services partout dans le monde (mais surtout vers les États-Unis). Nos exportations sont tributaires de facteurs tels que les prix concurrentiels, l'innovation, la qualité et le marketing. Nous mesurons les exportations en chiffres absolus (corrigés en fonction des fluctuations des prix moyens).



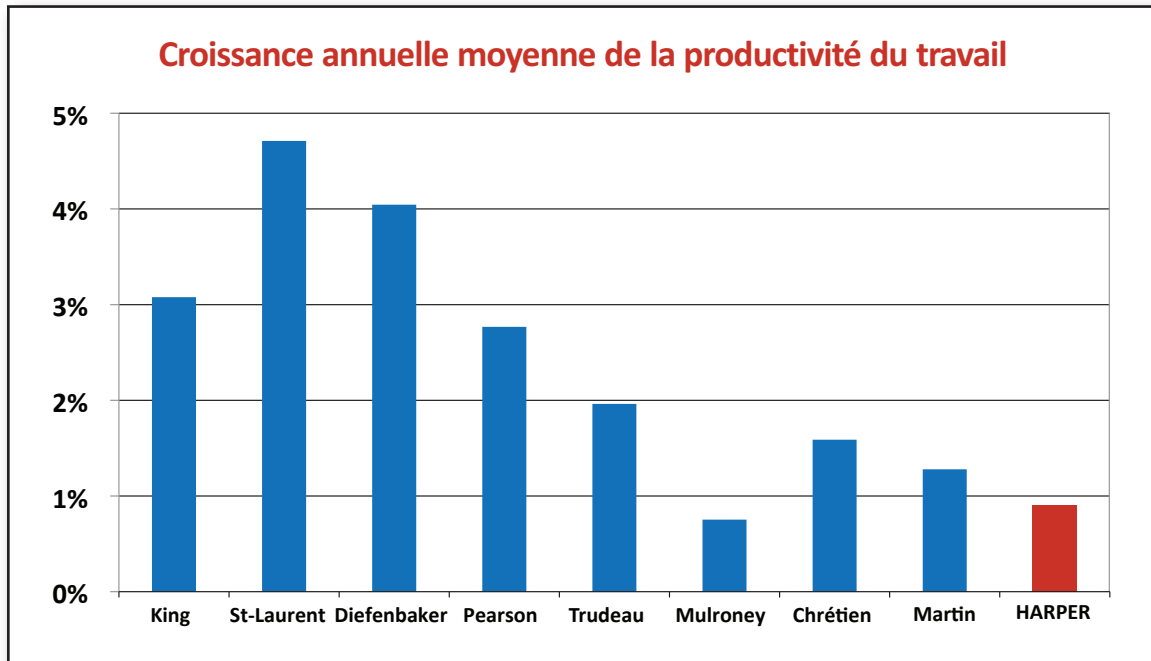
Croissance annuelle moyenne des exportations réelles de biens et de services								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper
1,3 %	2,7 %	4,7 %	10,8 %	4,9 %	5,5 %	6,2 %	3,0 %	0,3 %
Rang du gouvernement Harper : DERNIER								

Le gouvernement Harper a signé plusieurs accords commerciaux favorables aux entreprises, et il est en train d'en négocier beaucoup d'autres. Il prétend que les réductions d'impôt, la déréglementation et les lois antisyndicales stimulent les exportations. Or, **depuis l'élection du gouvernement Harper en 2006, les exportations canadiennes ont à peine progressé** (à un taux moyen de 0,3 % seulement par année). C'est **de loin la pire performance d'un gouvernement depuis la guerre**, et le Canada accuse maintenant d'**importants déficits commerciaux annuels** (étant donné que nos importations ont augmenté beaucoup plus rapidement que nos exportations). Pour accroître nos exportations, nous devons favoriser le développement des compétences canadiennes, des industries à valeur ajoutée et des entreprises prospères à l'échelle internationale, et non conclure davantage d'accords commerciaux favorables aux sociétés.

Productivité

Mesure : Croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée réelle par heure de travail

L'amélioration des compétences, le recours accru à la technologie et la production de biens et de services à plus forte valeur font constamment augmenter la productivité du travail (mesurée par le PIB réel par heure de travail) au fil du temps. D'ailleurs, la hausse de la productivité est un indicateur clé du développement économique. Elle crée l'espace économique nécessaire à l'élévation des niveaux de vie et à l'accroissement du temps libre.



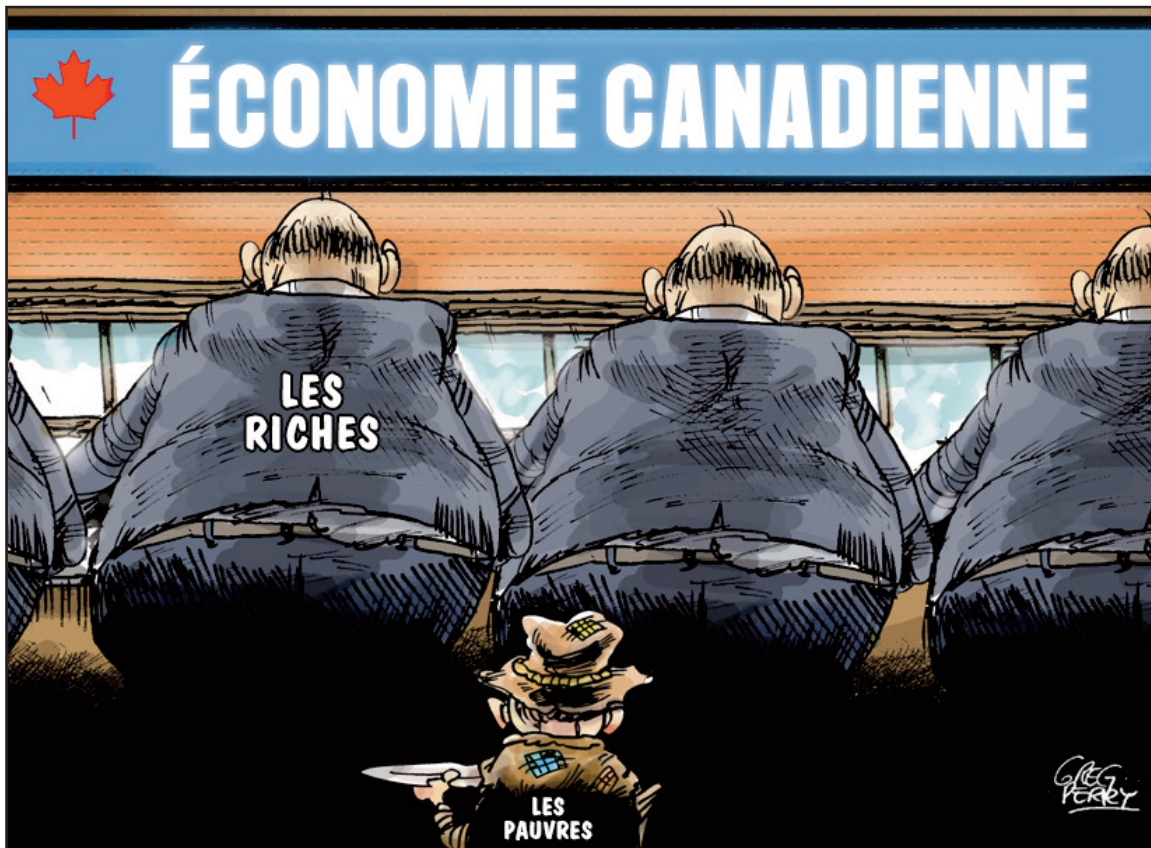
Croissance annuelle moyenne de la productivité du travail (PIB réel par heure)

King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper
3,1 %	4,7 %	4,0 %	2,8 %	2,0 %	0,8 %	1,6 %	1,3 %	0,9 %

Rang du gouvernement Harper : AVANT-DERNIER

Le gouvernement Harper soutenait que ses politiques allaient stimuler la productivité en « libérant » les entreprises de la bureaucratie, en réduisant l'impôt, en abolissant des règlements et en affaiblissant les syndicats. Pourtant, la productivité a augmenté très lentement sous le gouvernement conservateur, soit de **0,9 % seulement par année. De toute l'histoire de l'après-guerre, le gouvernement Harper arrive à l'avant-dernier rang pour ce qui est de la productivité**, presque à égalité avec le gouvernement conservateur de Brian Mulroney. Après tout, le « nivellement par le bas » qu'opèrent les entreprises n'est peut-être pas le meilleur moyen d'améliorer la productivité du travail.

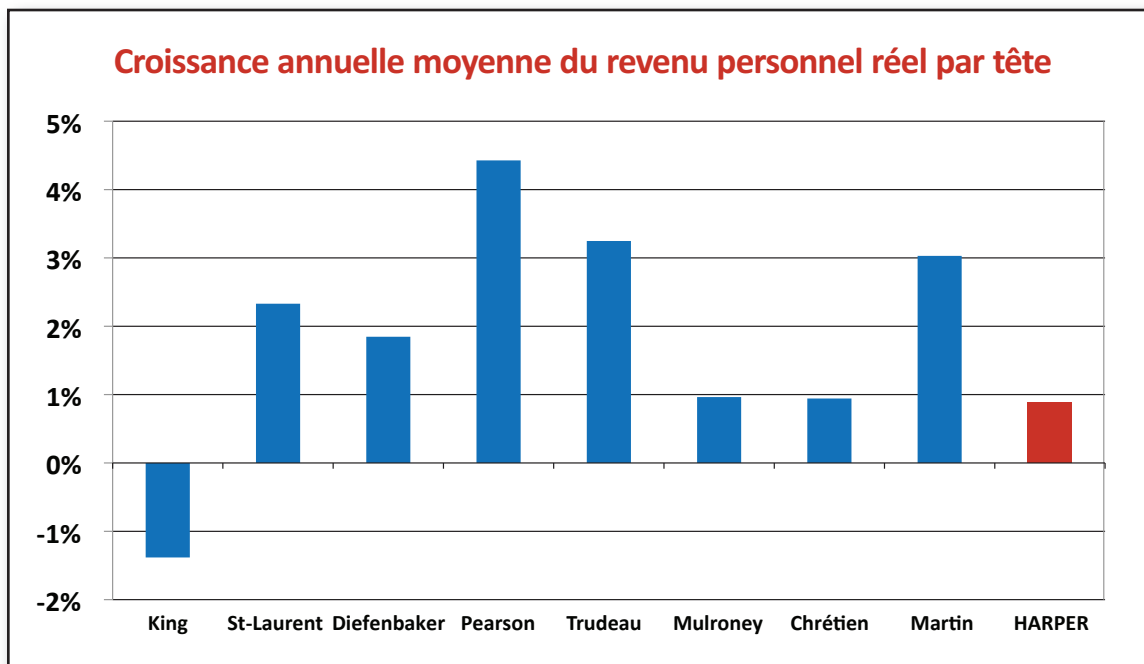
Répartition et endettement



Revenu personnel

Mesure : Croissance annuelle moyenne du revenu personnel réel par tête

Le revenu personnel des Canadiens provient de diverses sources : salaires et traitements, revenus d'entreprise, placements, rentes et mesures gouvernementales de soutien du revenu. Les revenus doivent suivre le rythme de la croissance de la population et de l'inflation. La croissance du revenu personnel réel par tête permet d'évaluer approximativement le pouvoir d'achat global des familles canadiennes (bien qu'elle ne tienne pas compte des changements dans la répartition des revenus entre les catégories de revenu).



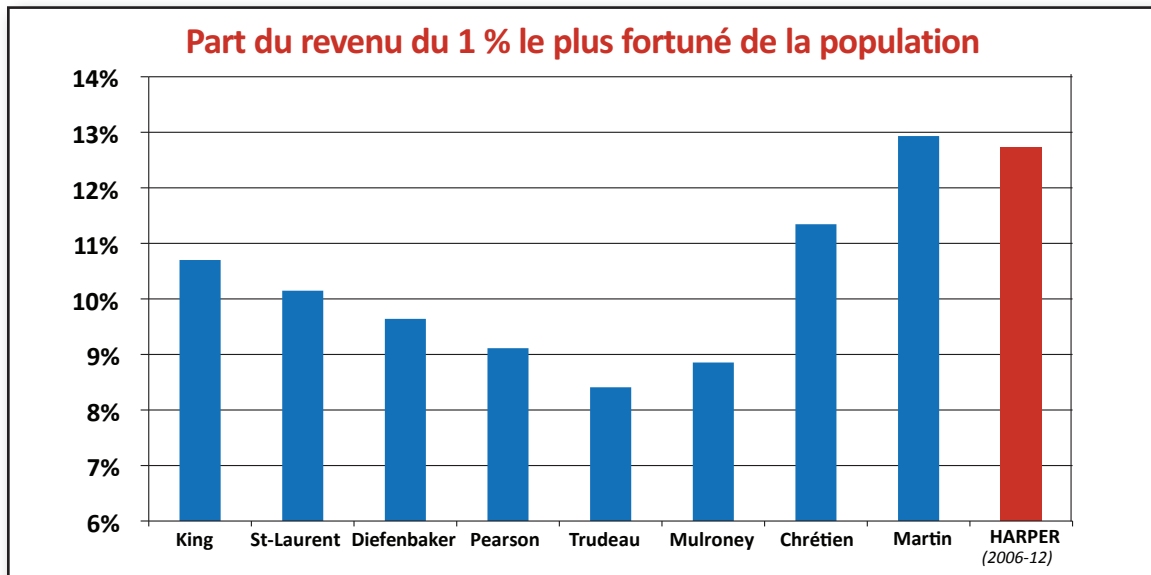
Croissance annuelle moyenne du revenu personnel réel par tête								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper
-1,4 %	2,3 %	1,8 %	4,4 %	3,2 %	1,0 %	0,9 %	3,0 %	0,9 %
Rang du gouvernement Harper : AVANT-DERNIER (EX AEQUO)								

Sous le gouvernement Harper, les revenus personnels ont stagné pour plusieurs raisons : chômage élevé, chute de la participation au marché du travail, plafonnement des salaires et compressions dans le régime d'assurance-emploi et d'autres programmes de sécurité du revenu. Les revenus réels moyens par tête ont progressé de **moins de 0,9 % par année** depuis 2006. Le gouvernement Harper termine à égalité à **l'avant-dernière position dans l'histoire du Canada d'après-guerre**. (Une inflation temporaire d'après-guerre et l'annulation de certains programmes mis en place du temps de la guerre ont fait chuter les revenus réels par tête en 1946 et 1947, alors que Mackenzie King était au pouvoir.)

Inégalité

Mesure : Part du 1 % le plus fortuné dans le revenu total

La concentration croissante des revenus au sommet de la pyramide mine la cohésion de la société canadienne. Des profits d'entreprise et des profits financiers élevés sont engrangés de manière disproportionnée par les ménages très riches. À l'inverse, les familles de travailleurs arrivent à peine à joindre les deux bouts. Il est possible de mesurer la répartition des revenus de nombreuses manières. Une méthode courante consiste à déterminer la portion du revenu personnel total que touche le 1 % le plus fortuné de la société. La base de données World Top Incomes Database contient une longue série de données historiques qui contribuent à cette mesure. Malheureusement, aucune donnée n'est disponible depuis 2012.



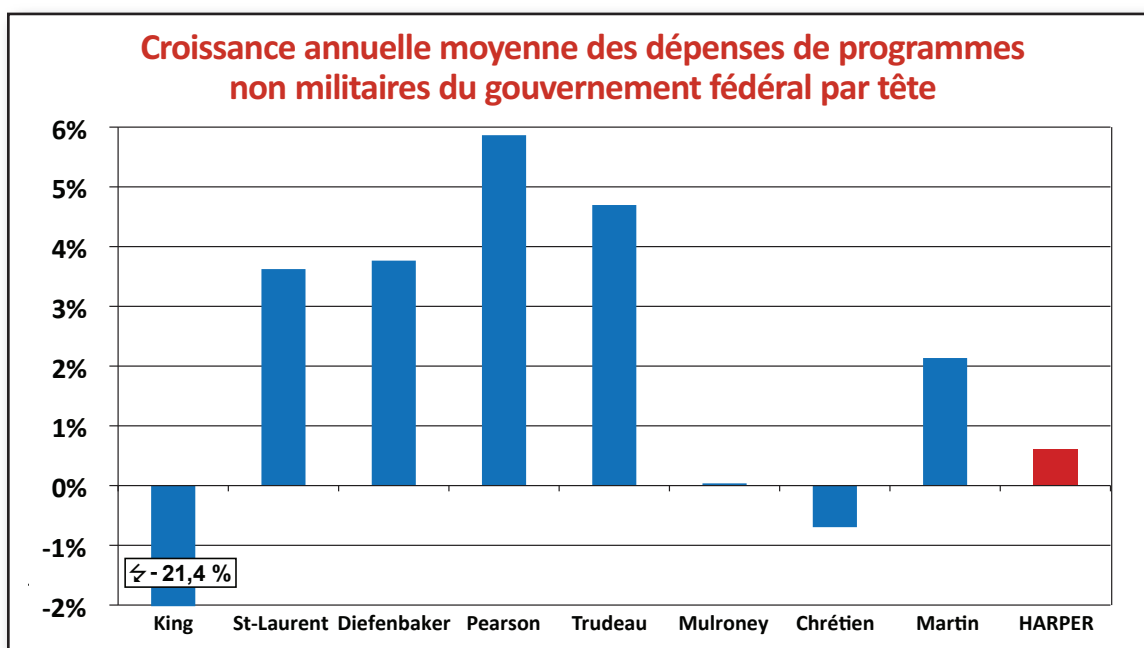
Part moyenne du revenu total (%) du 1 % le plus fortuné								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper (2006-2012)
10,7	10,1	9,6	9,1	8,4	8,9	11,3	12,9	12,7
Rang du gouvernement Harper : AVANT-DERNIER								

L'expansion des programmes sociaux, tout comme l'augmentation de l'impôt qui les finance, et la forte croissance de l'emploi ont permis d'améliorer considérablement l'égalité après la guerre. Depuis les années 1990, on gère toutefois l'économie de manière à favoriser les investisseurs, les propriétaires d'entreprise et les professionnels. Les réductions d'impôt ont même aggravé les inégalités. La part du 1 % le plus fortuné a atteint un sommet inégalé en 2007 (immédiatement avant la crise financière). Elle a ensuite légèrement diminué en raison de la faiblesse du marché boursier et du fléchissement des profits financiers. D'après cette mesure, Harper se classe à **l'avant-dernier rang des premiers ministres d'après-guerre** pour ce qui est des inégalités moyennes. Selon d'autres mesures (comme une statistique appelée « coefficient de Gini »), **les inégalités ont continué de s'accroître sous le gouvernement Harper.**

« Salaire social »

Mesure : Croissance annuelle moyenne des dépenses de programmes non militaires réelles du gouvernement fédéral par tête

Le niveau de vie dépend de la consommation privée financée par le revenu personnel, mais aussi des programmes publics (p. ex. les soins de santé et l'éducation) et d'autres biens publics (parfois appelés « salaire social »). Le gouvernement fédéral contribue au salaire social de nombreuses manières : transferts aux particuliers (p. ex. l'assurance-emploi et la Sécurité de la vieillesse), financement de programmes provinciaux comme le système de santé, et exécution de programmes fédéraux directs (p. ex. la sécurité, les parcs et la culture).



Croissance annuelle moyenne des dépenses de programmes non militaires réelles du gouvernement fédéral par tête

King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper
- 21,4 %	3,6 %	3,8 %	5,9 %	4,7 %	0,0 %	- 0,7 %	2,1 %	0,6 %

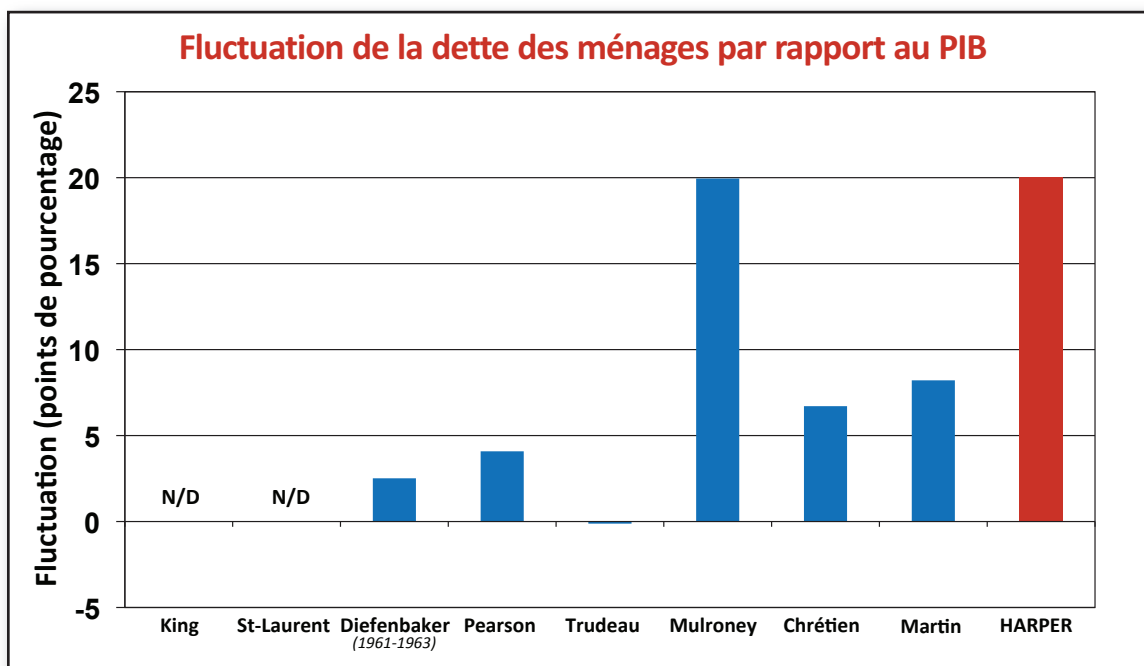
Rang du gouvernement Harper : SIXIÈME SUR NEUF

Les dépenses de programmes réelles du gouvernement fédéral par tête (à l'exclusion de la défense) ont augmenté très lentement, soit de 0,6 % par année, sous le gouvernement Harper. Cette performance place Harper au **sixième rang des premiers ministres d'après-guerre**. Il bat Mulroney et Chrétien (qui ont fortement comprimé les dépenses de programmes) ainsi que Mackenzie King (qui a coordonné le démantèlement de nombreux programmes gouvernementaux mis en place du temps de la guerre). Il convient de noter que Harper n'a engagé de nouvelles dépenses que sous l'effet de la récession de 2008-2009. **Depuis que le gouvernement a adopté son plan d'austérité en 2011, le « salaire social » a reculé de 2,5 % par année.** Il s'agit de l'une des compressions des dépenses les plus draconiennes de l'histoire de l'après-guerre.

Endettement des ménages

Mesure : Fluctuation de la dette financière des ménages par rapport au PIB

Au Canada, le revenu personnel réel a augmenté plus lentement sous le gouvernement Harper que presque n'importe quel autre gouvernement depuis la guerre. Pas étonnant que les ménages canadiens s'endettent davantage pour maintenir leur niveau de vie, sans compter qu'ils paient des prix astronomiques pour se loger dans de nombreuses régions. Bon nombre d'observateurs du secteur financier s'inquiètent du niveau d'endettement élevé des Canadiens. Le fardeau de la dette continuera de s'alourdir si l'accent n'est pas mis sur la création d'emplois et la hausse des salaires.



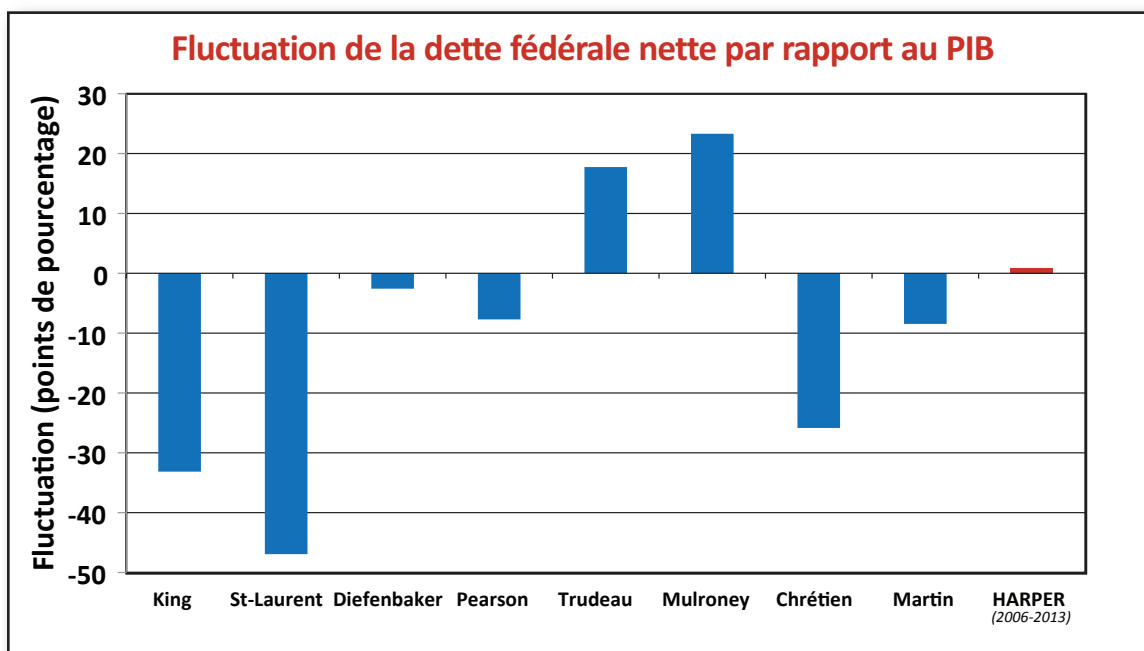
Fluctuation de la dette des ménages par rapport au PIB								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper
N/D	N/D	2,5 % (1961-1963)	4,1 %	-0,1 %	20,0 %	6,7 %	8,2 %	20,0 %
Rang du gouvernement Harper : DERNIER (EX AEQUO)								

Sous le gouvernement Harper, les dettes personnelles ont explosé au Canada. En effet, elles ont augmenté de 20 points du PIB, ce qui place les conservateurs de Harper au **dernier rang des gouvernements d'après-guerre, ex aequo** avec Brian Mulroney. La dette des ménages est maintenant trois fois plus élevée que la dette fédérale et équivaut à **165 % du revenu disponible des ménages**. Le plan d'austérité du gouvernement (soi-disant motivé par la nécessité de réduire la dette du *gouvernement*) n'a fait qu'empirer la crise de l'endettement en déposant une plus grande partie du fardeau des soins de santé, de l'éducation et d'autres services essentiels sur les familles, alourdissant ainsi le poids de la dette des ménages.

Dettes publiques

Mesure : Fluctuation de la dette fédérale nette par rapport au PIB

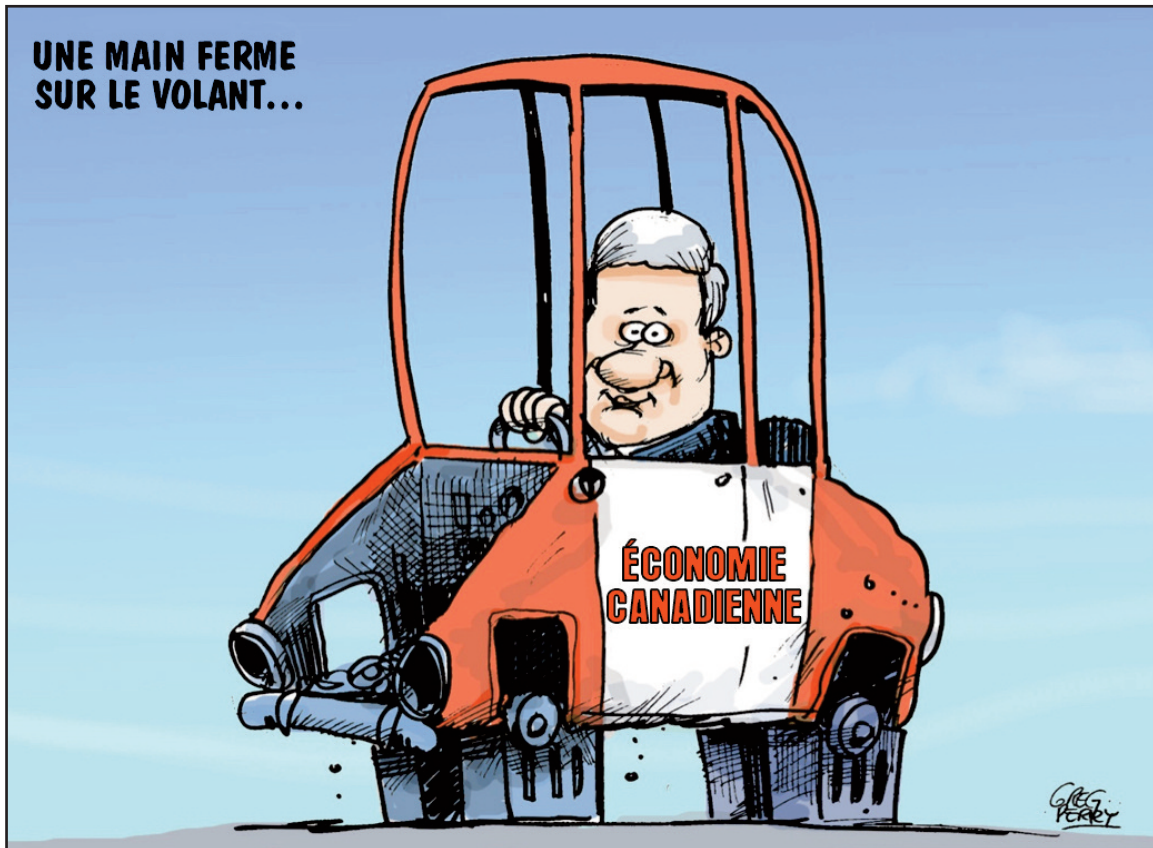
Le gouvernement Harper a fait de la quête de l'« équilibre budgétaire » l'enjeu majeur de son dernier mandat, en partie parce qu'il avait promis, en 2011, des réductions d'impôt considérables qui dépendaient de l'élimination du déficit avant les élections suivantes. Il accorde toutefois une importance démesurée à la poursuite résolue de cet objectif, surtout en période de ralentissement macroéconomique marqué. À long terme, la dette accumulée, mesurée en pourcentage du PIB (c'est-à-dire par rapport à la capacité de l'économie de maintenir cette dette), est plus importante encore. Le ratio de la dette au PIB ne devrait pas atteindre un niveau trop élevé.



Fluctuation de la dette publique par rapport au PIB								
King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	Harper (2006-13)
-33,2 %	-46,9 %	-2,6 %	-7,8 %	17,7 %	23,3 %	-25,8 %	-8,5 %	0,9 %
Rang du gouvernement Harper : SEPTIÈME SUR NEUF								

Depuis qu'il a accédé au pouvoir en 2006, le gouvernement Harper **a alourdi la dette fédérale nette de 150 milliards de dollars**, mais elle est demeurée stable comme pourcentage du PIB. Six premiers ministres d'après-guerre ont réduit la dette fédérale par rapport au PIB, alors que deux premiers ministres (Trudeau et Chrétien) l'ont grandement fait augmenter. **Le gouvernement Harper arrive septième sur neuf**. Ainsi, la performance financière de Harper reste en deçà de celle de la plupart des autres premiers ministres d'après-guerre, malgré l'accent motivé par des raisons politiques qu'il met sur l'élimination du déficit à tout prix.

Analyse et conclusion



Évaluation globale

Stephen Harper s'est classé bon dernier (seul ou ex aequo) parmi les premiers ministres d'après-guerre dans près de la moitié (7) de nos 16 indicateurs économiques. Il est arrivé avant-dernier dans six autres cas et, au mieux, septième sur les neuf premiers ministres d'après-guerre dans les trois cas restants. Tous indicateurs confondus, le gouvernement Harper n'a pas réussi à faire mieux qu'une sixième place.

Il est on ne peut plus clair qu'il est exagéré de dire que l'économie canadienne est bien gérée depuis que le gouvernement Harper est au pouvoir. Au contraire, le Canada enregistre la performance *la plus médiocre* de toute son histoire économique d'après-guerre.

Il est possible de vérifier cette conclusion plus sérieusement grâce à la méthodologie suivante. Le tableau ci-dessous indique le rang qu'occupent les gouvernements pour chacun des 16 indicateurs pris en considération dans le présent rapport (1 = rang le plus élevé; 9 = rang le plus bas). Il suffit ensuite de calculer le rang moyen de chaque premier ministre.⁴

Selon cette méthodologie, la moyenne générale du gouvernement Harper est de 8,05. Il ne pourrait guère être pire! Ainsi, dans l'ensemble, le gouvernement Harper est celui qui affiche la pire performance économique depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Qui plus est, l'écart entre le gouvernement Harper et celui qui le précède (qui s'avère être le gouvernement conservateur de Brian Mulroney) est considérable : le rang moyen du gouvernement Mulroney est de 6,49 seulement.

Autrement dit, ils ne sont même pas comparables. D'après l'analyse de nos 16 indicateurs standards du bien-être économique, le gouvernement Harper est celui qui a livré la pire performance économique depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Pas étonnant que les Canadiens soient plus pessimistes à l'égard de leur condition économique et de leurs perspectives économiques que ce que laisse entendre la rhétorique de leurs dirigeants. Chômage, insécurité et endettement : tel est l'héritage du gouvernement Harper.

Il est intéressant de noter que les performances économiques des trois premiers ministres conservateurs d'après-guerre (Diefenbaker, Mulroney et Harper)⁵ figurent dans les quatre derniers rangs. Ce résultat nous donne une nouvelle raison de rejeter l'hypothèse courante selon laquelle « les conservateurs excellent dans la gestion de l'économie ». La meilleure performance économique moyenne a été réalisée par le gouvernement Pearson de 1963 à 1968.

⁴ Nous avons attribué aux premiers ministres arrivant ex aequo la moyenne des deux rangs qu'ils se partageaient. Pour deux indicateurs (qualité des emplois et endettement des ménages), aucune donnée remontant à 1946 n'était disponible. Par conséquent, quelques premiers ministres n'ont pas de note. Pour éviter que cette lacune biaise le classement global des premiers ministres, nous avons rajusté les rangs numériques pour qu'une distance numérique égale soit préservée entre les premiers ministres occupant le premier et le dernier rang (à qui les numéros 1 et 9 ont tout de même été attribués par souci de cohérence).

⁵ Comme nous l'expliquons ci-dessus, nous avons exclu les premiers ministres qui ont été en poste moins d'un an, dont deux conservateurs (Joe Clark et Kim Campbell).

Tableau 1
Classement global des premiers ministres d'après-guerre

		King	St-Laurent	Diefenbaker	Pearson	Trudeau	Mulroney	Chrétien	Martin	HARPER
TRAVAIL	Création d'emplois	3	5,5	5,5	1	2	8	4	7	9
	Taux d'emploi	5,5	9	7	3	2	5,5	1	4	8
	Taux de chômage	1	2	4	3	7	9	8	5	6
	Taux de participation	6	8	5	3	1	4	2	7	9
	Création d'emplois pour les jeunes	7	6	3,5	1	3,5	9	2	5	8
	Qualité des emplois						1	3½	6½	9
PRODUCTION	Croissance du PIB	6	1,5	3	1,5	4	8	5	7	9
	PIB par tête	7	2	6	1	4	8	3	5	9
	Investissement	1	3	9	4	6	7	5	2	8
	Exportations	8	7	5	1	4	3	2	6	9
	Productivité	3	1	2	4	5	9	6	7	8
RÉPARTITION ET ENDETTEMENT	Revenu personnel	9	4	5	1	2	6	7,5	3	7,5
	Inégalité	6	5	4	3	1	2	7	9	8
	« Salaire social »	9	4	3	1	2	7	8	5	6
	Endettement des ménages			2½	3½	1	8½	5	6½	8½
	Dette publique	2	1	6	5	8	9	3	4	7
RANG MOYEN		5,25	4,21	4,69	2,41	3,50	6,49	4,51	5,54	8,05
Source : Nos calculs sont expliqués dans le texte. Nous attribuons la moyenne des rangs en cas d'égalité au classement. Lorsque les données ne couvrent pas toute la période d'après-guerre (p. ex. qualité des emplois et endettement des ménages), nous rajustons les rangs pour préserver une distance égale entre les premiers ministres couverts.										

Récessions et autres circonstances défavorables

Certains conservateurs risquent de prétendre que le mauvais classement économique de leur gouvernement par rapport aux gouvernements d'après-guerre précédents tient aux dommages causés par la récession de 2008-2009. Ils peuvent faire valoir que la performance affichée par le Canada pendant les mandats de Harper soutiendrait bien mieux la comparaison si ce n'était de ce bouleversement négatif.

Bien entendu, toutes les récessions font baisser la moyenne des périodes examinées. Toutefois, la trajectoire économique du Canada a été régulièrement déviée par des récessions.

Depuis 1946, le Canada a connu 10 ralentissements économiques suivis de longues périodes pendant lesquelles la croissance du PIB réel et d'autres indicateurs étaient négatifs. La plupart des premiers ministres d'après-guerre visés par la présente étude ont dû composer avec les conséquences économiques et financières d'une récession. Certains d'entre eux, y compris St-Laurent et Trudeau, ont dû en affronter plus d'une. Le ralentissement de 2008-2009 n'a rien d'exceptionnel du fait qu'il s'est produit (même si sa cause immédiate, enracinée dans la spéculation financière internationale, était certainement inédite). Le plus frappant, c'est que la reprise subséquente était extrêmement faible, inégale et incomplète. **Six années entières se sont maintenant écoulées depuis que la récession a atteint son plus bas niveau** (printemps 2009), mais la reprise économique demeure fragile et incertaine au Canada. Qui plus est, le Canada est apparemment de nouveau entré en récession cette année.

Le tableau 2 compare les reprises ayant suivi les six dernières récessions au Canada.⁶ Il indique le trimestre au cours duquel le PIB réel a atteint son niveau le plus bas (le « creux » de la récession) ainsi que la croissance cumulative enregistrée au cours des 24 trimestres suivants (ce qui équivaut à 6 ans), en PIB réel et en emploi total.⁷

Tableau 2			
Récession et reprise : PIB et création d'emplois à la suite des récessions les plus récentes			
Récession	Creux de la récession	Croissance subséquente du PIB réel (24 trimestres)	Croissance subséquente de l'emploi (24 trimestres)
1960-1961	T1 1961	42,3 %	22,5 %
1974-1975	T1 1975	25,8 %	20,1 %
1980	T2 1980	17,9 %	9,9 %
1981-1982	T4 1982	29,1 %	18,8 %
1990-1992	T2 1992	21,1 %	9,9 %
2008-2009	T2 2009	15,3 %	7,4 %

Source : Statistique Canada, Statistiques chronologiques sur la population active : Chiffres réels, facteurs saisonniers et données désaisonnalisés (catalogue 71 201), série D767888; séries CANSIM v1992067, v62305752 et v2062811. Philip Cross et Philippe Bergevin. Turning Points: Business Cycles in Canada Since 1926, Toronto, Institut C.D. Howe, 2012).

⁶ Il est impossible de procéder à une évaluation comparative des reprises antérieures à 1961 en raison d'un manque de données trimestrielles sur le PIB et l'emploi qui permettraient de déterminer avec précision le creux trimestriel et la reprise subséquente de 24 trimestres.

⁷ Le tableau présente les dates des récessions et des creux indiquées par Philip Cross et Philippe Bergevin dans l'ouvrage *Turning Points: Business Cycles in Canada Since 1926* (Toronto, Institut C.D. Howe, 2012). Remarque : En ce qui concerne la reprise suivant la récession de 1980, l'économie est de nouveau entrée en récession (en 1981-1982) avant que notre période de référence de 24 trimestres soit écoulée. En dépit de ce handicap, la reprise suivant la récession de 1980 (qui comprenait en soi une autre récession!) était beaucoup plus robuste que la reprise associée au ralentissement de 2008-2009.

La majorité des premiers ministres d'après-guerre ont donc dû affronter une récession économique. Or, sous leur gouverne, l'économie s'est redressée plus rapidement et complètement. En outre, les premiers ministres d'après-guerre antérieurs ont vécu un large éventail de difficultés et de bouleversements économiques, dont doit tenir compte l'évaluation du bilan économique des gouvernements qui se sont succédé. Ces bouleversements exceptionnels comprennent les suivants :

- la démobilisation du prodigieux effort de guerre à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la réaffectation sans précédent de la population et des ressources à de nouvelles tâches en temps de paix;
- la participation du Canada à la guerre de Corée et l'incidence de celle-ci sur l'équilibre budgétaire, l'inflation et d'autres variables clés;
- les chocs pétroliers successifs qui ont ébranlé la planète en 1973 puis en 1979, accompagnés de hausses considérables du prix du pétrole et d'un épisode mondial de « stagflation »;
- le sommet record atteint par les taux d'intérêt au Canada et dans le monde en 1981-1982 (les taux des prêts à la consommation s'élevaient à plus de 20 %);
- l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis en 1989, qui a entraîné des coûts d'ajustement importants (y compris la fermeture de centaines d'usines);
- la mise en œuvre du ciblage d'inflation par la Banque du Canada en 1991, assortie d'une autre montée des taux d'intérêt et de répercussions négatives sur les dépenses des consommateurs et des entreprises au Canada;
- les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis, qui ont engendré des conséquences graves sur le commerce transfrontalier, des problèmes et des coûts de sécurité, et d'autres répercussions économiques.

Il est peu crédible de suggérer, par conséquent, que la performance économique très décevante du Canada sous le gouvernement conservateur de Harper s'explique par des crises ou des difficultés incontrôlables ou purement externes. Certes, l'économie mondiale est instable et chancelante depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre Harper. Dans une perspective historique plus lointaine, cette situation est tout à fait normale. Les gouvernements canadiens ont toujours eu à réagir à des bouleversements et à des problèmes majeurs, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale. Le véritable test consiste à déterminer si le gouvernement Harper a réagi à ces bouleversements aussi efficacement qu'il aurait dû (et aussi efficacement que les autres gouvernements d'après-guerre ont relevé les défis non moins redoutables auxquels ils faisaient face). Or, les données statistiques laissent clairement entendre que le gouvernement Harper n'a pas passé le test.

L'économie déchue du Canada : Qu'est-ce qui a mal tourné?

Au lendemain de la crise financière mondiale et de la récession de 2008-2009, plusieurs observateurs considéraient que le bilan économique du Canada était exceptionnel. D'ailleurs, le gouvernement conservateur a pris grand soin de mettre l'accent sur cet exploit (et de s'en attribuer le mérite). Soudain, les perspectives économiques du Canada se sont considérablement assombries. Alors que les économies d'autres pays ont le vent en poupe (y compris les États-Unis et le Royaume-Uni, dont la trajectoire de croissance est beaucoup plus dynamique), la reprise a nettement ralenti au Canada et semble même être passée en marche arrière. Pourquoi la réputation économique jadis brillante du Canada s'est-elle ternie aussi rapidement?

Avec le recul, on constate que le « triomphalisme » canadien exprimé après la crise financière a toujours été exagéré. Même s'il a su éviter les pires effets secondaires de la débâcle mondiale (p. ex. aucune banque canadienne n'a carrément fait faillite pendant la crise), le Canada a subi une profonde récession. Même à l'époque, le Canada était loin d'être « le meilleur » : l'Australie a complètement évité la récession et plusieurs autres pays de l'OCDE ont subi des contractions moins graves sur le plan de l'emploi et de la production. En outre, il ne faut pas oublier que l'efficacité avec laquelle le Canada a géré la crise financière découlait des politiques établies des années, voire des décennies, avant l'arrivée au pouvoir des conservateurs de Harper : des protections telles que le régime public d'assurance-dépôts et de garantie d'hypothèque (et les règles correspondantes sur la qualité des hypothèques), des restrictions relatives aux prises de contrôle et aux investissements étrangers dans le secteur bancaire canadien et des exigences de fonds propres raisonnablement plus strictes. Dans la mesure où le Canada a traversé ces turbulences financières avec un succès relatif, le gouvernement Harper ne peut pas raisonnablement s'en attribuer tout le mérite.

Alors que la récession mondiale s'aggravait, le gouvernement Harper (à l'instar d'autres gouvernements) a tout d'abord pris plusieurs mesures inhabituelles et draconiennes pour rétablir la stabilité économique du Canada. L'aide financière (jusqu'à 200 milliards de dollars) visant à stabiliser les banques canadiennes, le sauvetage et la restructuration de General Motors et de Chrysler ainsi que la tolérance initiale à des déficits importants (pour les dépenses d'infrastructure et d'autres mesures de stimulation) figuraient parmi ces mesures. Toutes ces mesures ont aidé le Canada à commencer à sortir de la récession (laquelle a atteint son niveau le plus bas au cours de l'été 2009). Au cours des 18 mois suivants, l'économie canadienne s'est redressée à un taux décent, mais rappelons encore une fois que plusieurs pays de l'OCDE s'en sont mieux tirés.

Après ce redressement éphémère et partiel, l'élan de l'économie canadienne s'est essoufflé. Le tournant s'est opéré en 2011. Ce n'est pas le fruit du hasard! Cette année marque la formation, pour la première fois, d'un gouvernement majoritaire par les conservateurs de Harper. Plusieurs facteurs expliquent le ralentissement flagrant de la reprise au Canada après 2011 :

- N'étant plus freiné par les contraintes liées à un mandat minoritaire, le gouvernement Harper a instauré un programme d'austérité percutant. Depuis 2011, les compressions cumulatives dans les dépenses discrétionnaires s'élèvent à 15 milliards de dollars par année,⁸ et le nombre d'emplois directs a chuté de près de 50 000 dans la fonction publique fédérale.⁹ Ce plan d'austérité a sapé le pouvoir d'achat et la création d'emplois à la grandeur de l'économie, en plus d'avoir gravement endommagé de nombreux services publics (comme la sécurité côtière et la sécurité des transports, les services aux anciens combattants, ainsi que les recherches et les statistiques fédérales).
- Les politiques de « percolation » axées sur le marché que préconisait le gouvernement Harper (p. ex. la réduction de l'impôt des sociétés et les accords de libre-échange) n'ont entraîné aucune reprise soutenue dans les domaines les plus stratégiques du secteur privé : l'investissement des entreprises et les exportations. Les dépenses en immobilisations et les exportations n'ont pas réussi à reprendre leur trajectoire de croissance d'avant la récession malgré plusieurs tentatives, et elles sont encore une fois à la baisse. À l'opposé, les dépenses de consommation sont demeurées relativement fortes (stimulées par des taux d'intérêt très faibles et un boom immobilier). Les dépenses de consommation ne peuvent toutefois pas relancer la croissance bien longtemps : il est nécessaire de créer des emplois dans tous les secteurs de l'économie pour valider et soutenir des dépenses de consommation élevées et l'endettement. Il semble de plus en plus clair que la reprise de l'économie canadienne n'avait aucun « moteur ».
- Sous la gouverne de Harper, l'économie canadienne a sensiblement régressé sur le plan structurel. La faiblesse de notre structure industrielle a fini par nuire gravement à la croissance dans son ensemble dans le sillage de la baisse des prix mondiaux du pétrole, d'abord graduelle, puis rapide (2014). Dans l'industrie manufacturière, l'emploi avait atteint son plus haut niveau avant même la victoire électorale des conservateurs en 2006. Toutefois, la désindustrialisation s'est intensifiée sous la direction des conservateurs : quelque 375 000 emplois ont disparu pendant les 4 premières années de leur règne.¹⁰ Au départ, le gouvernement espérait que son intention de faire du Canada une « puissance énergétique » ferait plus que compenser les pertes d'emplois subies par l'industrie manufacturière et d'autres industries non primaires. Son rêve s'est écroulé, et la baisse du prix du pétrole a révélé la faiblesse structurelle extrême de notre participation à l'économie mondiale. Nous ne pouvons pas miser sur le pétrole pour payer tous nos dus sur le marché international, mais des années de négligence ont grandement affaibli nos autres industries exportatrices.

Ensemble, ces erreurs, ainsi que d'autres erreurs stratégiques, ont eu pour effet de ralentir significativement la croissance économique après 2011. Pendant le mandat majoritaire du gouvernement Harper, la création d'emplois n'est même pas parvenue à suivre le rythme de la

⁸ Hatt, Kayle, et David MacDonald. *At What Cost: The Impacts of Rushing to Balance the Budget*, Ottawa, Centre canadien de politiques alternatives, 2014.

⁹ Statistique calculée d'après des données publiées dans l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada, série CANSIM v1556737.

¹⁰ Statistique calculée d'après des données publiées dans l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada, série CANSIM v54026392.

croissance de la population, encore moins à réparer les dommages occasionnés par la récession de 2008-2009. (La baisse légère du taux de chômage depuis 2011 s’explique principalement par la diminution de la participation au marché du travail, et non par une forte création d’emplois.) Les exportations, la croissance du PIB et l’investissement des entreprises ont tellement ralenti qu’ils sont maintenant négatifs.

À la lumière de ce bilan désastreux, l’allégation que se plaît à répéter le premier ministre Harper selon laquelle l’économie canadienne « fait l’envie du monde entier » sous la gouverne des conservateurs est erronée. Pour le confirmer, nous pouvons comparer la performance du Canada au cours des mandats de Harper avec un large éventail de pays industriels, soit les 34 pays membres de l’OCDE. Pour être valable, une comparaison internationale doit être rajustée en fonction de la taille de la population et du taux de croissance de la population de chaque pays. (Un nombre absolu de nouveaux emplois, par exemple, paraîtra plus ou moins « impressionnant » selon que la population d’un pays augmente comme celle du Canada ou stagne comme celle de l’Allemagne et du Japon.) Rajustée en fonction de la croissance de la population et mesurée à l’aide des indicateurs clés, la position relative du Canada par rapport aux autres pays est, au mieux, peu envieuse depuis l’élection des conservateurs en 2006. Et plus l’année 2015 avance, plus le Canada se taille rapidement une place parmi les grands pays les moins performants du monde industriel.

Le tableau 3 illustre la croissance cumulative entre 2006 et 2014 du Canada et des pays de l’OCDE par rapport à deux indicateurs clés rajustés en fonction de la population : le taux d’emploi de la catégorie d’âge des 15-64 ans (la création d’emplois par rapport à la population d’âge actif¹¹) et la croissance du PIB (aussi mesurée par rapport à la population). Il compare la performance du Canada et la moyenne des 34 pays membres de l’OCDE et il indique le rang auquel le Canada se classe parmi ces pays. Dans les deux cas, le Canada figure dans le bas du classement des pays de l’OCDE, se situant au 20^e rang pour ce qui est de la fluctuation du taux d’emploi depuis 2006 et arrivant 18^e en ce qui concerne la croissance du PIB réel par tête. À l’évidence, nous avons mieux tiré notre épingle du jeu que d’autres pays. Par exemple, nous nous en sortons mieux que les États-Unis¹² depuis 2006 et beaucoup mieux que des pays durement frappés comme la Grèce, l’Irlande et l’Italie. Par contre, nous accusons un retard important sur un grand nombre de pays. Par exemple, le taux d’emploi de l’Allemagne (pour le même groupe d’âge des 15-64 ans) a augmenté de 6,6 points de pourcentage entre 2006 et 2014 (alors que celui du Canada a chuté), tandis que la croissance cumulative du PIB par tête de l’Allemagne s’élevait à 10,5 % depuis 2006 (presque 3 fois plus élevée que celle du Canada). Pendant la même période, le taux d’emploi a augmenté de 1,5 point en Corée du Sud, alors que

¹¹ Certains pays utilisent des définitions différentes de « population d’âge actif ». Par conséquent, les comparaisons internationales doivent être rajustées de manière à répondre à une définition cohérente. Dans le cas présent, nous utilisons la catégorie d’âge des 15-64 ans de l’OCDE. Cette méthode a l’avantage de contrôler nos comparaisons internationales dans différents contextes démographiques.

¹² Depuis 2011, les indicateurs des États-Unis ont grandement dépassé ceux du Canada, notamment sur le plan de la création d’emplois. La volonté des États-Unis à établir des politiques de stimulation (comme l’assouplissement quantitatif) et à tolérer des déficits budgétaires beaucoup plus importants explique pourquoi la reprise y est plus vigoureuse.

le PIB par tête de ce pays a monté en flèche de plus de 25 %. Par rapport à ces deux critères, le Canada a beaucoup moins bien performé que plusieurs autres pays.¹³ Pire encore, compte tenu des résultats négatifs qu'il enregistre en 2015, le Canada devrait glisser vers les bas-fonds du classement des pays de l'OCDE.

Tableau 3		
Performance internationale relative du Canada sous le gouvernement conservateur de Harper		
	Fluctuation cumulative du taux d'emploi, 2006-2014 (15-64 ans)	Croissance cumulative du PIB réel par tête, 2006-2014
Canada	- 0,5 point	3,8 %
Moyenne de l'OCDE	- 0,2 point	3,7 %
Chef de file de l'OCDE	Israël : + 10,3 points	Pologne : 33,3 %
Rang du Canada <i>(sur les 34 pays membres de l'OCDE)</i>	20 ^e	18 ^e ¹
<p><i>Source : Ensembles de données statistiques de l'OCDE : Statistiques à court terme sur le marché de travail; Perspectives économiques; Données historiques et projections de la population.</i></p> <p>¹ Le Canada figure dans le bas du classement des pays de l'OCDE même si la croissance cumulative de son PIB par tête dépasse légèrement la moyenne de l'OCDE, car la plus grande économie de l'OCDE (les États-Unis) se situe légèrement au-dessous du Canada (20e) et fait diminuer la moyenne globale de l'OCDE.</p>		

Comparativement à d'autres pays et comparativement aux premiers ministres antérieurs, l'allégation voulant que le gouvernement Harper assure une « gestion supérieure de l'économie » est de plus en plus tirée par les cheveux.

¹³ Comme l'indique le tableau 3, la hausse la plus importante du taux d'emploi a été enregistrée à Israël pendant cette période, alors que l'augmentation la plus considérable du PIB réel par tête a été observée en Pologne.

Conclusion : Nous aurions pu obtenir de meilleurs résultats

Depuis que le gouvernement Harper a été élu pour la première fois en 2006, et surtout depuis qu'il a reçu un mandat majoritaire en 2011, l'économie canadienne ne cesse de décevoir. D'après un vaste éventail d'indicateurs de base (création d'emplois, croissance, productivité, revenu, endettement, etc.), le gouvernement Harper a présidé à ce qui est indiscutablement l'ère la plus faible de l'histoire économique d'après-guerre du Canada. Nos problèmes économiques ne peuvent pas tous être attribués au gouvernement Harper, mais beaucoup d'entre eux le peuvent. Son incapacité à créer des emplois en tant que principale priorité économique; son engouement marqué pour les politiques favorables aux entreprises (comme les réductions d'impôt, les accords de libre-échange et la réduction de la taille de l'État) plutôt que les mesures concrètes de stimulation de l'investissement réel, des exportations et de la croissance; et l'adoption de politiques d'austérité inutiles à compter de 2011 ont contribué à ce fiasco économique.

Les conservateurs ont tellement rabâché à la population canadienne qu'ils étaient « les meilleurs gestionnaires de l'économie » que la sous-performance économique chronique du Canada sous le gouvernement Harper peut lui sembler surprenante. D'un autre point de vue, la contradiction entre la rhétorique économique et la réalité n'est pas du tout contre-intuitive. N'oublions pas que l'effort de travail est notre principale source de prospérité économique. Après tout, notre PIB est simplement la somme totale de la valeur ajoutée par le biais de tout le travail que nous accomplissons, dans toutes les régions et dans tous les secteurs de l'économie.¹⁴ Travailler davantage, accroître la productivité du travail et rémunérer le travail à sa pleine et juste valeur par un revenu réel qui augmente au fil du temps sont des éléments essentiels d'une stratégie économique efficace. De nos jours, nous devons bien entendu reconnaître la valeur économique que nous procure l'environnement et nous assurer de gérer notre activité économique sans détériorer ni dévaluer ce dernier.

Pourtant, les conservateurs ont toujours minimisé l'importance du plein emploi comme priorité économique (prônant plutôt la réduction du déficit, de l'impôt et de la taille de l'État). Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la création d'emplois n'a jamais été aussi lente et le taux de participation n'a jamais autant diminué que sous le gouvernement Harper. En outre, les politiques fiscales du gouvernement Harper ne feront qu'*accélérer* ce repli (en bonifiant les avantages fiscaux et financiers des parents au foyer). Avec l'argent des contribuables, le ministre de l'Emploi produit des vidéos qui prônent les vertus de ces réductions d'impôt. Pourtant, son Ministère ne semble même pas être en mesure d'utiliser les crédits que le Parlement a approuvés pour les programmes de la Stratégie emploi jeunesse.¹⁵ Qui plus est, les politiques

¹⁴ Ce total ne comprend même pas la valeur du travail non rémunéré qui est accompli dans nos foyers et nos collectivités.

¹⁵ Le gouvernement fédéral a fait état de « crédits périmés » totalisant près de 100 millions de dollars dans le budget 2013-2014 d'Emploi et Développement social Canada. La majeure partie de ces crédits, pourtant budgétés, n'ont pas été affectés à la Stratégie emploi jeunesse comme prévu. Voir le reportage de Dean Beeby, « Harper government left \$97M unspent on social services, report shows », CBC News, 7 mai 2015.

conservatrices *dévalorisent* le travail de ceux qui ont la chance de travailler en attaquant la négociation collective et les syndicats, en supprimant les indemnités (tant dans le secteur public que privé) et en encourageant le travail précaire (p. ex. en élargissant démesurément le Programme des travailleurs étrangers temporaires et en permettant l'expansion des stages non rémunérés dans les industries sous réglementation fédérale). En chapeautant la désindustrialisation continue de l'économie canadienne et en omettant de soutenir adéquatement les industries qui ajoutent de la valeur à nos ressources naturelles, le gouvernement persiste à dévaloriser notre travail comme nos ressources non renouvelables. Enfin, les politiques conservatrices (notamment le refus de mettre en œuvre une stratégie nationale de réduction de la pollution causée par les gaz à effet de serre) montrent un mépris infini envers les enjeux de la durabilité et de la valorisation de l'environnement.

La présente analyse du bilan économique décevant du gouvernement Harper propose des orientations évidentes en vue de formuler de nouvelles politiques qui seraient plus efficaces pour créer des emplois et exploiter pleinement les capacités de production des Canadiens, et ce, d'une manière viable. Nous avons besoin d'un gouvernement qui place la création d'emplois, le travail et l'ajout de valeur au premier rang de ses priorités. Nous avons besoin d'un gouvernement désireux de donner une vraie chance de travailler à tous les Canadiens aptes et prêts à le faire, au mieux de leurs capacités, et de les rémunérer équitablement. Nous avons besoin d'un gouvernement qui considère les hausses salariales comme un signe de réussite, et non seulement comme un coût de production, et qui complète les revenus des ménages par un réseau solide et moderne de programmes publics, de mesures de sécurité du revenu et de régimes de retraite. Nous avons besoin d'un gouvernement qui réussit vraiment à stimuler les investissements de capitaux (tant publics que privés) et qui aide le Canada à participer pleinement et avec succès au commerce international en tant que fournisseur de matières premières, mais aussi en tant qu'exportateur à part entière. Nous avons besoin d'un gouvernement qui s'attaque à l'enjeu des changements climatiques (et d'autres contraintes environnementales) en établissant des politiques qui appuient nos industries existantes et encouragent les nouvelles industries « vertes » alors que la planète fait la transition vers une économie à moindres émissions de carbone.

Un gouvernement axé sur les priorités susmentionnées pourrait voir à ce que le bilan économique du Canada s'améliore au lieu de se détériorer. Continuellement déçus depuis 2006, la plupart des Canadiens se réjouiraient d'un tel changement.

Annexe statistique

Les quatre tableaux suivants contiennent l'ensemble des données historiques utilisées pour évaluer le bilan économique des premiers ministres d'après-guerre. Le premier tableau présente les variables générales nécessaires au calcul d'autres variables dans les tableaux suivants (dont la population, l'indice des prix à la consommation et le PIB nominal). Les trois autres tableaux correspondent aux trois grandes catégories de comparaisons décrites dans le texte : travail, production, répartition et endettement.

Les tableaux contiennent la source, les notes supplémentaires (s'il y a lieu), les unités et le numéro de série associés à chacune des 80 séries utilisées dans le cadre de l'analyse. Ils fournissent également les données actuelles pour la période entière visée par l'analyse (de 1946 à 2014). Un numéro est attribué à chacune des colonnes des tableaux. La formule utilisée pour calculer des variables sur la base d'autres variables originales est indiquée à la place du numéro de série (p. ex. la colonne 12 (Taux d'emploi) est égale au quotient de la colonne 6 (Emploi) par la colonne 9 (Population d'âge actif)).

Les données proviennent de sources publiques. Les sources citées (ainsi que le sigle qui les désigne dans les tableaux de l'annexe) comprennent les suivantes :

HSC : *Statistiques historiques du Canada*, 2^e édition (Ottawa, Statistique Canada, 1983). Chaque série tirée de cette source comprend un code alphanumérique correspondant aux numéros des séries publiées dans le volume en question.

CANSIM : La base de données CANSIM de Statistique Canada peut être consultée gratuitement à l'adresse www.statcan.gc.ca. Chaque série provenant de cette source est désignée par un « v » suivi d'un numéro.

HLFS : *Statistiques chronologiques sur la population active : Chiffres réels, facteurs saisonniers et données désaisonnalisés*, catalogue 71-201 de Statistique Canada, 1987. Chaque série provenant de cette source est désignée par un « D » suivi d'un numéro.

CIBC : Le service d'études économiques de la CIBC publie régulièrement un rapport sur l'indice canadien de la qualité de l'emploi, lequel repose sur plusieurs mesures quantitatives. Il est accessible à l'adresse <http://research.cibcwm.com/res/Eco/EcoResearch.html>.

CSLS : Le Centre d'étude des niveaux de vie a mis en ligne une base de données historiques portant sur la productivité au Canada. Elle peut être consultée gratuitement à l'adresse www.csls.ca. La série utilisée aux fins de l'analyse se trouve dans la publication électronique *Aggregate Income and Productivity Trends: Canada vs United States*.

WTID : La World Top Income Database est le fruit d'un effort coopératif international visant à compiler des séries de données concordantes concernant plusieurs dimensions de l'inégalité des revenus et des richesses. Les séries peuvent être consultées gratuitement à l'adresse <http://topincomes.parisschoolofeconomics.eu/> et portent un numéro de série.

FRT : *Tableaux de référence financiers* (Ottawa, Finances Canada, 2014). Ces tableaux de référence contenant des données financières gouvernementales peuvent être consultés gratuitement à l'adresse www.fin.gc.ca.

SC 68-212 XPB : *Finances du secteur public* (Ottawa, Statistique Canada, 1995-1996). Cette ancienne publication de Statistique Canada présentait de longues séries historiques liées aux finances publiques.

Dans très peu de cas, une série unique de données continues couvrait en entier la période s'étendant de 1946 à 2014. En règle générale, les séries sont interrompues ou redéfinies. Par conséquent, le chercheur doit reconstituer les séries statistiques de sorte qu'elles couvrent entièrement la période visée. Il est important d'éviter les ruptures structurelles dans une série de données s'étendant sur la période d'exercice d'un premier ministre en particulier, car elles biaiseraient l'analyse de la variation ou de la croissance générale des variables pendant cette période. Par conséquent, nous avons besoin de séries concordantes couvrant totalement la durée des fonctions de chaque premier ministre. Nous avons utilisé les séries les plus récentes qui répondaient à ce critère. Nous avons appliqué le même protocole aux variables utilisées pour calculer d'autres variables. Nous avons toujours utilisé les séries concordantes les plus récentes qui couvraient toute la durée des fonctions de chaque premier ministre.

Pour deux variables en particulier (qualité des emplois et endettement des ménages), aucune donnée remontant à 1946 n'était disponible. Dans ces cas, nous avons restreint l'analyse à la période couverte par les données. Nous n'avons assigné aucun rang aux premiers ministres qui avaient gouverné le pays en dehors de cette période. Pour ce qui est de l'évaluation globale résumée au tableau 1, nous avons rajusté les rangs des premiers ministres pour lesquels des données étaient disponibles afin d'éviter que les données manquantes biaisent le classement général des premiers ministres. Comme d'habitude, nous les avons classés sur une échelle de 1 (premier) à 9 (dernier), mais nous avons rajusté les résultats intermédiaires pour préserver l'équidistance entre les premiers ministres couverts. Au tableau 1, nous avons attribué aux premiers ministres arrivant ex aequo (à une décimale près, comme l'indiquent les tableaux aux pages 9 à 26 du rapport) la moyenne des deux rangs qu'ils se partageaient. Par exemple, nous aurions attribué 3,5 (la moyenne de 3 et 4)¹⁶ à deux premiers ministres qui auraient terminé à égalité au troisième rang.

Nous avons rencontré des problèmes particuliers relativement à quelques-unes des 16 variables retenues aux fins de l'évaluation. Ceux-ci sont décrits ci-dessous.

Données sur la population active : Statistique Canada a modifié sa définition de « population d'âge actif » en 1975. Avant 1975, la définition englobait les personnes de 14 ans et plus. Depuis 1976, elle inclut les personnes de 15 ans et plus. Statistique Canada a révisé sa série de données (remontant jusqu'à 1966) pour qu'elle corresponde à la nouvelle définition, ce qui nous a permis de réaliser une analyse cohérente de la durée des fonctions de Trudeau (qui chevauchait cette rupture de données sur la population active).

¹⁶ Les rangs assignés pour la variable de l'endettement des ménages révèlent une application intrigante de cette règle. Les premiers ministres Mulroney et Harper arrivaient à égalité au dernier rang, mais nous devons rajuster les rangs étant donné que deux autres premiers ministres (King et St-Laurent) étaient exclus. Par conséquent, l'avant-dernier rang au classement aurait normalement été désigné par 7½. Dans ce cas, les premiers ministres Mulroney et Harper ont tous les deux reçu la note de 8½ (la moyenne de 7½ et 9).

Part des revenus les plus élevés : La WTID est la source de données à privilégier compte tenu de la longue période qu'elle couvre (remontant jusqu'au début du 20^e siècle). Néanmoins, sa série de données sur la part du revenu du 1 % le plus fortuné prend fin en 2010. Statistique Canada a commencé à publier une mesure similaire (v62802587), mais elle couvre la période allant de 1982 à 2012 et utilise une méthodologie incomparable. Nous avons donc prolongé la série de données sur la part du 1 % le plus fortuné de la WTID de deux ans (jusqu'en 2012) selon la variation absolue d'une année à l'autre indiquée dans la série de Statistique Canada pour ces deux années.

Données financières : En général, la plupart des données sur les dépenses et les dettes du gouvernement fédéral sont communiquées en fonction des années financières (lesquelles se terminent le 31 mars) au lieu des années civiles. Nous avons appliqué les données d'une année financière donnée à l'année civile au cours de laquelle l'année financière en question débutait (et qui contenait donc les trois premiers trimestres de cette année financière). Les séries CANSIM v52531068 et v52531092 sont toutefois disponibles par année civile. Les statistiques financières de fin d'année du gouvernement fédéral n'ont pas encore été communiquées pour l'année financière 2014-2015. En ce qui concerne la variable des dépenses de programmes du gouvernement fédéral, nous avons utilisé les estimations des dépenses militaires indiquées au tableau 3 de *La revue financière* de Finances Canada, parue en mars 2015. Pour ce qui est de la dette fédérale, l'analyse se termine en 2013, car aucune estimation de fin d'année fiable n'est encore disponible quant à la fluctuation de la dette jusqu'à la fin de l'année financière 2014-2015.

TABLEAU A1 : DONNÉES D'ENTRÉE

(utilisées pour calculer d'autres données)

Colonne	1	2	3	4	5
Variable	Population	IPC	PIB nominal		
Source	CANSIM	CANSIM	HSC	CANSIM	CANSIM
N° de série	v52154496	v41693271	F32	v646937	v62305783
Unités	N ^{bre}	2002 = 100	000 000 \$	\$	\$
1946	12516566	9.4	11885		
1947	12780298	10.3	13473		
1948	13057267	11.8	15509		
1949	13692667	12.2	16800		
1950	13962508	12.5	18491		
1951	14264934	13.8	21640		
1952	14723156	14.2	24588		
1953	15116208	14	25833		
1954	15566283	14.1	25918		
1955	15984791	14.1	28528		
1956	16374788	14.3	32058		
1957	16913453	14.8	33513		
1958	17392039	15.2	34777		
1959	17802402	15.3	36846		
1960	18196472	15.5	38359		
1961	18571195	15.7	39646	4.117E+10	
1962	18922498	15.9	42927	4.467E+10	
1963	19276856	16.1	45978	4.796E+10	
1964	19643433	16.4	50280	5.255E+10	
1965	20002882	16.8	55364	5.793E+10	
1966	20380660	17.5	61828	6.482E+10	
1967	20750292	18.1	66409	6.97E+10	
1968	21079193	18.8	72586	7.613E+10	
1969	21384673	19.7	79815	8.383E+10	
1970	21686081	20.3	85685	9.018E+10	
1971	21962032	20.9	94450	9.843E+10	
1972	22218463	21.9	105234	1.099E+11	
1973	22491777	23.6	123560	1.29E+11	
1974	22807969	26.2	147528	1.54E+11	
1975	23143275	29	165343	1.736E+11	
1976	23449808	31.1	191031	2E+11	
1977	23725843	33.6		2.21E+11	
1978	23963203	36.6		2.449E+11	
1979	24201544	40		2.796E+11	

1980	24515667	44		3.144E+11	
1981	24819915	49.5		3.605E+11	366562
1982	25116942	54.9		3.799E+11	386707
1983	25366451	58.1		4.114E+11	419409
1984	25607053	60.6		4.496E+11	458320
1985	25842116	63		4.857E+11	495622
1986	26100278	65.6		5.125E+11	521971
1987	26446601	68.5		5.589E+11	568882
1988	26791747	71.2		6.131E+11	622756
1989	27276781	74.8		6.577E+11	667349
1990	27691138	78.4		6.799E+11	690763
1991	28037420	82.8		6.854E+11	696882
1992	28371264	84		7.005E+11	713312
1993	28684764	85.6		7.272E+11	741593
1994	29000663	85.7		7.709E+11	786584
1995	29302311	87.6		8.104E+11	826214
1996	29610218	88.9		8.369E+11	854847
1997	29905948	90.4		8.827E+11	901376
1998	30155173	91.3		9.15E+11	936730
1999	30401286	92.9		9.824E+11	1001845
2000	30685730	95.4		1.077E+12	1098166
2001	31020596	97.8		1.108E+12	1134832
2002	31358418	100		1.153E+12	1180948
2003	31641630	102.8		1.213E+12	1243829
2004	31938004	104.7		1.291E+12	1324940
2005	32242364	107		1.374E+12	1410710
2006	32570505	109.1		1.45E+12	1486918
2007	32887928	111.5		1.53E+12	1565900
2008	33245773	114.1		1.603E+12	1645974
2009	33628571	114.4		1.529E+12	1567007
2010	34005274	116.5		1.625E+12	1662757
2011	34342780	119.9		1.721E+12	1770014
2012	34752128	121.7			1831228
2013	35154279	122.8			1893759
2014	35540419	125.2			1976228

TABLEAU A2 : VARIABLES LIÉES AU TRAVAIL

Colonne	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Variable	Emploi			Pop. d'âge actif			Taux d'emploi		
Source	HSC	HLFS	CANSIM	HSC	HLFS	CANSIM	Calculé	Calculé	Calculé
N° de série	D139	D767888	v2461119	D136	D767867	v2461077	6/9	7/10	8/11
Note									
Unités	000	000	N ^{bre}	000	000	N ^{bre}	%	%	%
1946	4666			8779			53.15%		
1947	4832			9007			53.65%		
1948	4875			9141			53.33%		
1949	4913			9268			53.01%		
1950	4976			9615			51.75%		
1951	5097			9732			52.37%		
1952	5169			9956			51.92%		
1953	5235			10164			51.51%		
1954	5243			10391			50.46%		
1955	5364			10597			50.62%		
1956	5585			10807			51.68%		
1957	5731			11123			51.52%		
1958	5706			11388			50.11%		
1959	5870			11605			50.58%		
1960	5965			11831			50.42%		
1961	6055			12053			50.24%		
1962	6225			12280			50.69%		
1963	6375			12536			50.85%		
1964	6609			12817			51.56%		
1965	6862			13128			52.27%		
1966	7152	7242		13475	13083		53.08%	55.35%	
1967	7379	7451		13874	13444		53.19%	55.42%	
1968	7537	7593		14264	13805		52.84%	55.00%	
1969	7780	7832		14638	14162		53.15%	55.30%	
1970	7879	7919		15016	14528		52.47%	54.51%	
1971	8079	8104		15388	14872		52.50%	54.49%	
1972	8329	8344		15747	15186		52.89%	54.95%	
1973	8759	8761		16125	15526		54.32%	56.43%	
1974	9137	9125		16562	15924		55.17%	57.30%	
1975	9308	9284		17019	16323		54.69%	56.88%	
1976		9477	9747500		16701	17058000		56.75%	57.14%
1977		9651	9917100		17051	17435500		56.60%	56.88%
1978		9987	10220300		17377	17778800		57.47%	57.49%

1979		10395	10668600		17702	18119400		58.72%	58.88%
1980		10708	10984000		18053	18483500		59.31%	59.43%
1981		11006	11305000		18375	18814400		59.90%	60.09%
1982		10644	10943700		18664	19103400		57.03%	57.29%
1983		10734	11022000		18917	19355000		56.74%	56.95%
1984		11000	11301700		19148	19597900		57.45%	57.67%
1985		11311	11658000		19372	19842800		58.39%	58.75%
1986		11634	12008500		19594	20093200		59.38%	59.76%
1987			12333000			20348100			60.61%
1988			12709600			20612200			61.66%
1989			12996200			20898500			62.19%
1990			13086400			21214700			61.69%
1991			12857400			21533300			59.71%
1992			12730900			21820200			58.34%
1993			12792700			22092900			57.90%
1994			13058700			22367700			58.38%
1995			13295400			22660000			58.67%
1996			13420100			22959500			58.45%
1997			13708200			23246700			58.97%
1998			14047000			23515700			59.73%
1999			14402000			23781400			60.56%
2000			14760100			24089700			61.27%
2001			14932300			24419400			61.15%
2002			15291300			24768600			61.74%
2003			15660800			25079900			62.44%
2004			15915000			25408100			62.64%
2005			16123500			25754700			62.60%
2006			16396000			26115500			62.78%
2007			16769300			26461700			63.37%
2008			17010200			26824400			63.41%
2009			16727600			27202500			61.49%
2010			16964300			27573600			61.52%
2011			17221000			27913300			61.69%
2012			17438000			28283300			61.65%
2013			17691100			28647200			61.76%
2014			17802200			28980600			61.43%

TABLEAU A2 (suite) : VARIABLES LIÉES AU TRAVAIL									
Colonne	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Variable	Pop. active			Taux de chômage			Taux de participation		
Source	HSC	HLFS	CANSIM	Calculé	Calculé	Calculé	Calculé	Calculé	Calculé
N° de série	D138	D767870	v2461098	(15-6)/6	(16-7)/7	(17-8)/8	15/9	16/10	17/11
Note									
Unités	000	000	N ^{bre}	%	%	%	%	%	%
1946	4829			3.38%			55.01%		
1947	4942			2.23%			54.87%		
1948	4988			2.27%			54.57%		
1949	5055			2.81%			54.54%		
1950	5163			3.62%			53.70%		
1951	5223			2.41%			53.67%		
1952	5324			2.91%			53.48%		
1953	5397			3.00%			53.10%		
1954	5493			4.55%			52.86%		
1955	5610			4.39%			52.94%		
1956	5782			3.41%			53.50%		
1957	6008			4.61%			54.01%		
1958	6137			7.02%			53.89%		
1959	6242			5.96%			53.79%		
1960	6411			6.96%			54.19%		
1961	6521			7.15%			54.10%		
1962	6615			5.90%			53.87%		
1963	6748			5.53%			53.83%		
1964	6933			4.67%			54.09%		
1965	7141			3.91%			54.40%		
1966	7420	7493		3.61%	3.35%		55.06%	57.27%	
1967	7694	7747		4.09%	3.82%		55.46%	57.62%	
1968	7919	7951		4.82%	4.50%		55.52%	57.60%	
1969	8162	8194		4.68%	4.42%		55.76%	57.86%	
1970	8374	8395		5.91%	5.67%		55.77%	57.78%	
1971	8631	8639		6.40%	6.19%		56.09%	58.09%	
1972	8891	8897		6.32%	6.22%		56.46%	58.59%	
1973	9279	9276		5.60%	5.55%		57.54%	59.74%	
1974	9662	9639		5.43%	5.33%		58.34%	60.53%	
1975	10015	9974		7.06%	6.92%		58.54%	61.10%	
1976		10203	10491300		7.12%	7.09%		61.09%	61.50%
1977		10500	10785200		8.09%	8.05%		61.58%	61.86%
1978		10895	11154600		8.33%	8.38%		62.70%	62.74%

1979		11231	11536700		7.44%	7.52%		63.44%	63.67%
1980		11573	11879400		7.47%	7.54%		64.11%	64.27%
1981		11904	12235800		7.54%	7.61%		64.78%	65.03%
1982		11958	12301800		10.99%	11.04%		64.07%	64.40%
1983		12183	12527600		11.89%	12.02%		64.40%	64.73%
1984		12399	12747900		11.28%	11.34%		64.75%	65.05%
1985		12639	13026100		10.51%	10.50%		65.24%	65.65%
1986		12870	13282700		9.60%	9.59%		65.68%	66.11%
1987			13526000			8.82%			66.47%
1988			13779100			7.76%			66.85%
1989			14057000			7.55%			67.26%
1990			14244600			8.13%			67.14%
1991			14336300			10.32%			66.58%
1992			14336100			11.20%			65.70%
1993			14435000			11.38%			65.34%
1994			14573700			10.40%			65.16%
1995			14689200			9.49%			64.82%
1996			14848500			9.62%			64.67%
1997			15080600			9.10%			64.87%
1998			15314800			8.28%			65.13%
1999			15583700			7.58%			65.53%
2000			15841900			6.83%			65.76%
2001			16094100			7.22%			65.91%
2002			16560700			7.67%			66.86%
2003			16944200			7.57%			67.56%
2004			17147100			7.19%			67.49%
2005			17292100			6.76%			67.14%
2006			17502200			6.32%			67.02%
2007			17846500			6.04%			67.44%
2008			18122400			6.14%			67.56%
2009			18250400			8.34%			67.09%
2010			18450500			8.06%			66.91%
2011			18619600			7.51%			66.71%
2012			18809500			7.29%			66.50%
2013			19037800			7.07%			66.46%
2014			19124500			6.91%			65.99%

TABLEAU A2 (suite) : VARIABLES LIÉES AU TRAVAIL						
Colonne	24	25	26	27	28	29
Variable	Emploi des jeunes					Qualité des emplois
Source	HSC	HSC	Calculé	HLFS	CANSIM	CIBC
N° de série	D175	D178	24+25	D768012	v2461120	
Note	15-19 ans	20-24 ans				
Unités	000	000	000	000	N ^{bre}	1988 = 100
1946	584	660	1244			
1947	583	694	1277			
1948	540	701	1241			
1949	541	700	1241			
1950	523	700	1223			
1951	526	702	1228			
1952	512	699	1211			
1953	515	702	1217			
1954	506	684	1190			
1955	504	689	1193			
1956	531	704	1235			
1957	537	703	1240			
1958	515	693	1208			
1959	536	701	1237			
1960	545	705	1250			
1961	548	715	1263			
1962	573	739	1312			
1963	596	770	1366			
1964	628	824	1452			
1965	673	892	1565			
1966	714	976	1690	1708		
1967	740	1036	1776	1787		
1968	744	1092	1836	1838		
1969	749	1166	1915	1912		
1970	744	1179	1923	1916		
1971	764	1229	1993	1982		
1972	822	1273	2095	2070		
1973	916	1351	2267	2230		
1974	1000	1417	2417	2374		
1975	977	1443	2420	2376		
1976				2391	2533600	
1977				2413	2571300	
1978				2481	2635800	

1979				2612	2774900	
1980				2657	2836200	
1981				2668	2865000	
1982				2398	2578400	
1983				2337	2513400	
1984				2374	2537000	
1985				2389	2559800	
1986				2417	2583400	
1987					2575100	
1988					2559100	100
1989					2528100	101.4968
1990					2405300	101.0532
1991					2235400	99.1565
1992					2127100	95.52307
1993					2072300	93.00844
1994					2090000	91.19558
1995					2096900	91.35681
1996					2062100	90.41859
1997					2029600	90.50336
1998					2085400	89.41695
1999					2192300	91.73784
2000					2287400	94.11205
2001					2320700	94.99428
2002					2391200	94.00426
2003					2441200	91.11498
2004					2455000	89.69411
2005					2480400	89.589
2006					2543600	88.53212
2007					2604200	87.50438
2008					2621200	88.77558
2009					2447000	87.44648
2010					2438400	86.12294
2011					2469500	87.1268
2012					2440300	87.13756
2013					2476700	86.17487
2014					2485500	86.26397

TABLEAU A3 : VARIABLES LIÉES À LA PRODUCTION						
Colonne	30	31	32	33	34	35
Variable	PIB réel			PIB réel par tête		
Source	HSC	CANSIM	CANSIM	Calculé	Calculé	Calculé
N° de série	F55	v3860085	v62471340	30/1*10^6	31/1	32/1
Note						
Unités	\$ de 1971	\$ de 2002	\$ de 2007	\$ de 1971	\$ de 2002	\$ de 2007
1946	28292			2260		
1947	29498			2308		
1948	30231			2315		
1949	31388			2292		
1950	33762			2418		
1951	35450			2485		
1952	38617			2623		
1953	40605			2686		
1954	40106			2576		
1955	43891			2746		
1956	47599			2907		
1957	48718			2880		
1958	49844			2866		
1959	51737			2906		
1960	53231			2925		
1961	54741	2.64475E+11		2948	14241	
1962	58475	2.82972E+11		3090	14954	
1963	61487	2.97989E+11		3190	15458	
1964	65610	3.17283E+11		3340	16152	
1965	69981	3.37487E+11		3499	16872	
1966	74844	3.59913E+11		3672	17660	
1967	77344	3.70406E+11		3727	17851	
1968	81864	3.88481E+11		3884	18430	
1969	86225	4.08033E+11		4032	19081	
1970	88390	4.20398E+11		4076	19386	
1971	94450	4.37709E+11		4301	19930	
1972	100248	4.61546E+11		4512	20773	
1973	107812	4.93689E+11		4793	21950	
1974	111678	5.11911E+11		4896	22444	
1975	113005	5.21243E+11		4883	22522	
1976	119249	5.48344E+11		5085	23384	
1977		5.67307E+11			23911	
1978		5.89736E+11			24610	
1979		6.12175E+11			25295	

1980		6.25414E+11			25511	
1981		6.47323E+11	7.7584E+11		26081	31259
1982		6.28816E+11	7.52112E+11		25036	29944
1983		6.45906E+11	7.71944E+11		25463	30432
1984		6.83462E+11	8.16308E+11		26690	31878
1985		7.16132E+11	8.5899E+11		27712	33240
1986		7.33468E+11	8.82705E+11		28102	33820
1987		7.64664E+11	9.234E+11		28914	34916
1988		8.02702E+11	9.65523E+11		29961	36038
1989		8.23728E+11	9.89413E+11		30199	36273
1990		8.25318E+11	9.89465E+11		29804	35732
1991		8.08051E+11	9.6975E+11		28820	34588
1992		8.15123E+11	9.78229E+11		28731	34480
1993		8.34185E+11	1.00166E+12		29081	34920
1994		8.74261E+11	1.05054E+12		30146	36225
1995		8.98814E+11	1.0785E+12		30674	36806
1996		9.13364E+11	1.09617E+12		30846	37020
1997		9.51962E+11	1.14562E+12		31832	38307
1998		9.90968E+11	1.19252E+12		32862	39546
1999		1.04579E+12	1.25643E+12		34399	41328
2000		1.10052E+12	1.32438E+12		35864	43160
2001		1.12015E+12	1.3429E+12		36110	43290
2002		1.15291E+12	1.37913E+12		36765	43979
2003		1.17459E+12	1.4066E+12		37122	44454
2004		1.21124E+12	1.44972E+12		37925	45392
2005		1.24781E+12	1.49604E+12		38701	46400
2006		1.28303E+12	1.53212E+12		39392	47040
2007		1.31126E+12	1.5659E+12		39871	47613
2008		1.32029E+12	1.58315E+12		39713	47620
2009		1.28372E+12	1.53677E+12		38174	45698
2010		1.32499E+12	1.58704E+12		38964	46670
2011		1.35687E+12	1.63299E+12		39510	47550
2012			1.66311E+12			47856
2013			1.68949E+12			48059
2014			1.73270E+12			48753

TABLEAU A3 (suite) : VARIABLES LIÉES À LA PRODUCTION								
Colonne	36	37	38	39	40	41	42	43
Variable	Investissement non résidentiel réel des entreprises					Exportations réelles		
Source	HSC	HSC	Calculé	CANSIM	CANSIM	HSC	CANSIM	CANSIM
N° de série	F41	F42	36-37	v3860072	v62471317	F51	v3860078	v62471691
Note	Total	Résidentiel	Non résidentiel					
Unités	\$1971 10^6	\$1971 10^6	\$1971 10^6	2002 \$	2007 \$	\$1971 10^6	2002 \$	2007 \$
1946	3697	1118	2579			6208		
1947	4731	1085	3646			6170		
1948	5367	1342	4025			6375		
1949	5797	1552	4245			5997		
1950	6211	1773	4438			5956		
1951	6201	1346	4855			6513		
1952	6850	1499	5351			7260		
1953	7760	1967	5793			7185		
1954	7609	2237	5372			6917		
1955	8431	2776	5655			7442		
1956	10107	2794	7313			8002		
1957	10582	2485	8097			8075		
1958	10235	3120	7115			8047		
1959	10139	3190	6949			8360		
1960	9676	2631	7045			8717		
1961	9378	2602	6776	1.999E+10		9374	4.153E+10	
1962	9625	2704	6921	2.044E+10		9744	4.34E+10	
1963	10167	2794	7373	2.182E+10		10631	4.728E+10	
1964	11898	3264	8634	2.553E+10		12058	5.376E+10	
1965	13261	3413	9848	2.91E+10		12606	5.617E+10	
1966	14716	3168	11548	3.417E+10		14315	6.38E+10	
1967	14543	3229	11314	3.341E+10		15770	7.059E+10	
1968	14537	3702	10835	3.185E+10		17727	7.907E+10	
1969	15501	4175	11326	3.314E+10		19462	8.547E+10	
1970	15581	3718	11863	3.516E+10		21223	9.339E+10	
1971	17046	4816	12230	3.626E+10		22181	9.775E+10	
1972	18183	5432	12751	3.777E+10		23655	1.062E+11	
1973	20633	5966	14667	4.329E+10		26165	1.168E+11	
1974	21737	5935	15802	4.739E+10		25620	1.115E+11	
1975	22534	5503	17031	5.177E+10		23993	1.023E+11	
1976	23537	6564	16973	5.209E+10		26225	1.102E+11	
1977				5.318E+10			1.171E+11	
1978				5.476E+10			1.288E+11	
1979				6.2E+10			1.335E+11	

1980				6.74E+10			1.347E+11	
1981				7.414E+10	5.976E+10		1.371E+11	1.32678E+11
1982				6.513E+10	5.247E+10		1.35E+11	1.31147E+11
1983				6.097E+10	4.916E+10		1.43E+11	1.38857E+11
1984				6.244E+10	4.982E+10		1.693E+11	1.64705E+11
1985				6.74E+10	5.471E+10		1.774E+11	1.73381E+11
1986				6.902E+10	5.601E+10		1.85E+11	1.82588E+11
1987				7.59E+10	6.119E+10		1.905E+11	1.89111E+11
1988				8.707E+10	7.032E+10		2.075E+11	2.06765E+11
1989				9.182E+10	7.47E+10		2.095E+11	2.09106E+11
1990				8.943E+10	7.236E+10		2.193E+11	2.18429E+11
1991				8.647E+10	7.209E+10		2.232E+11	2.22928E+11
1992				7.973E+10	6.781E+10		2.393E+11	2.40396E+11
1993				7.863E+10	6.506E+10		2.652E+11	2.66628E+11
1994				8.6E+10	6.976E+10		2.989E+11	3.01617E+11
1995				9.014E+10	7.389E+10		3.242E+11	3.29728E+11
1996				9.408E+10	7.974E+10		3.424E+11	3.49752E+11
1997				1.153E+11	9.697E+10		3.709E+11	3.81942E+11
1998				1.215E+11	1.025E+11		4.048E+11	4.18198E+11
1999				1.302E+11	1.082E+11		4.48E+11	4.61357E+11
2000				1.363E+11	1.131E+11		4.879E+11	5.05577E+11
2001				1.365E+11	1.116E+11		4.735E+11	4.87737E+11
2002				1.309E+11	1.073E+11		4.792E+11	4.92857E+11
2003				1.399E+11	1.147E+11		4.684E+11	4.85932E+11
2004				1.514E+11	1.259E+11		4.917E+11	5.14792E+11
2005				1.702E+11	1.41E+11		5.01E+11	5.26814E+11
2006				1.871E+11	1.572E+11		5.039E+11	5.31424E+11
2007				1.932E+11	1.619E+11		5.101E+11	5.37413E+11
2008				2.003E+11	1.685E+11		4.861E+11	5.13877E+11
2009				1.587E+11	1.345E+11		4.191E+11	4.46267E+11
2010				1.703E+11	1.536E+11		4.46E+11	4.74001E+11
2011				1.926E+11	1.728E+11		4.664E+11	4.96164E+11
2012					1.874E+11			5.10446E+11
2013					1.916E+11			5.17744E+11
2014					1.921E+11			5.4294E+11

TABLEAU A3 (suite) : VARIABLES LIÉES À LA PRODUCTION

Colonne	44	45	46
Variable	Productivité		
Source	HSC	CSLS	CANSIM
N° de série	F246	Tableau 4	v29509280
Note			
Unités	1971 = 100	2007 = 100	2007 = 100
1946	35.2		
1947	36.7		
1948	37.4		
1949	38.2		
1950	41.8		
1951	44.3		
1952	47.4		
1953	49.1		
1954	48.7		
1955	53.9		
1956	56.7		
1957	56.6		
1958	59.6		
1959	61.9		
1960	63.9		
1961	65.8	45.70306	
1962	68.9	47.42882	
1963	71.8	49.14683	
1964	74.9	50.71214	
1965	77.9	52.42874	
1966	81.6	53.46049	
1967	82.9	53.66866	
1968	88.6	56.33398	
1969	92.3	57.97437	
1970	95.1	59.82833	
1971	100	61.5363	
1972	104	63.53376	
1973	107.8	65.18383	
1974	108.4	65.34562	
1975	108.5	66.22066	
1976	113.5	69.04771	
1977		70.91562	

1978		71.55796	
1979		71.40817	
1980		71.84887	
1981		72.20575	72.206
1982		73.35775	73.358
1983		75.056	75.056
1984		76.87675	76.877
1985		77.5075	77.508
1986		76.8385	76.838
1987		77.26725	77.267
1988		78.2395	78.24
1989		78.52125	78.521
1990		78.36175	78.362
1991		79.09	79.09
1992		80.66125	80.661
1993		82.245	82.245
1994		83.90825	83.908
1995		84.965	84.965
1996		84.83125	84.831
1997		86.93625	86.936
1998		88.76	88.76
1999		90.82925	90.829
2000		93.4775	93.478
2001		94.46425	94.464
2002		95.77075	95.771
2003		96.2815	96.282
2004		96.594	96.594
2005		98.94175	98.942
2006		100.0243	100.024
2007		100.001	100.001
2008		99.942	99.942
2009		100.801	100.801
2010		102.3085	102.305
2011		103.331	103.788
2012		103.333	103.988
2013		103.2883	105.106
2014		107.3578	107.474

TABEAU A4 : VARIABLES LIÉES À LA RÉPARTITION ET À L'ENDETTEMENT									
Colonne	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Variable	Revenu personnel						Part du 1 % le plus fortuné		
Source	HSC	CANSIM	CANSIM	Calculé	Calculé	Calculé	WTID	WTID	CANSIM
N° de série	F81	v647016	V62306158	47/1/2*10^8	48/1/2*100	49/1/2*10^8	1110301	1110302	v62802587
Note				Réel par tête	Réel par tête	Réel par tête			
Unités	000 000 \$	\$	000 000 \$	\$ de 2002	\$ de 2002	\$ de 2002	%	%	%
1946	9887			8403			10.72		
1947	10926			8300			10.99		
1948	12592			8173			10.39		
1949	13396			8019			10.68		
1950	14262			8172			10.88		
1951	16791			8530			10.03		
1952	18592			8893			9.84		
1953	19550			9238			9.88		
1954	19717			8983			10.33		
1955	21265			9435			10.19		
1956	23531			10049			9.62		
1957	25170			10055			9.64		
1958	16651			6299			9.89		
1959	28108			10320			9.74		
1960	29595			10493			9.77		
1961	30104	3.057E+10		10325	10485		9.93		
1962	32788	3.324E+10		10898	11047		9.37		
1963	34829	3.548E+10		11222	11431		9.14		
1964	37282	3.815E+10		11573	11841		9.38		
1965	41071	4.19E+10		12222	12470		9.2		
1966	46094	4.71E+10		12924	13205		8.91		
1967	50579	5.141E+10		13467	13688		9		
1968	55677	5.625E+10		14050	14195		9.04		
1969	61804	6.265E+10		14671	14871		9.01		
1970	66633	6.793E+10		15136	15431		8.97		
1971	74092	7.465E+10		16142	16263		8.87		
1972	83767	8.453E+10		17215	17373		8.75		
1973	97832	9.87E+10		18431	18594		8.8		
1974	116867	1.181E+11		19557	19770		8.81		
1975	136205	1.372E+11		20294	20448		8.74		
1976	155343	1.567E+11		21301	21487		8.08		
1977		1.737E+11			21786		7.74		
1978		1.939E+11			22111		7.6		

1979		2.183E+11			22553		7.72		
1980		2.487E+11			23053		8.06		
1981		2.908E+11	303555		23669	24708	7.8		
1982		3.218E+11	334323		23334	24245	8.46	7.87	
1983		3.39E+11	349756		23003	23732	8.21	7.7	
1984		3.673E+11	379105		23672	24430	8.28	7.85	
1985		3.979E+11	409945		24438	25180	8.21	7.89	
1986		4.258E+11	438171		24866	25591	8.24	8.05	
1987		4.577E+11	471251		25265	26013	8.4	8.24	
1988		5.025E+11	517914		26345	27150	9.34	9.17	
1989		5.463E+11	565110		26777	27697	10.01	9.79	
1990		5.866E+11	606745		27018	27948	9.35	9.34	
1991		6.053E+11	626576		26075	26990	9.36	9.35	
1992		6.207E+11	640863		26043	26891	9.31	9.29	
1993		6.331E+11	653941		25782	26633	9.56	9.57	
1994		6.463E+11	667749		26006	26867	9.59	9.59	
1995		6.721E+11	693417		26184	27014	10	9.97	
1996		6.872E+11	707588		26106	26880	10.62	10.49	
1997		7.155E+11	732469		26466	27093	11.52	11.26	
1998		7.483E+11	767422		27180	27874	12.18	11.78	
1999		7.831E+11	803026		27726	28433	12.62	12.03	
2000		8.404E+11	860570		28707	29397	13.56	12.78	
2001		8.765E+11	893979		28890	29467		12.7	
2002		8.988E+11	916635		28664	29231		12.35	
2003		9.318E+11	951551		28646	29254		12.28	
2004		9.842E+11	1002002		29432	29965		12.65	
2005		1.036E+12	1056803		30018	30633		13.09	
2006		1.107E+12	1136886		31148	31994		13.71	
2007		1.175E+12	1209167		32034	32974		13.72	
2008		1.228E+12	1261802		32382	33264		13.06	
2009		1.229E+12	1261723		31938	32797		12.29	
2010		1.28E+12	1301618		32308	32856		12.22	
2011		1.332E+12	1364218		32339	33131		12.22	
2012			1424297			33677		11.92	
2013			1477408			34223			
2014			1527160			34321			

TABLEAU A4 (suite) : VARIABLES LIÉES À LA RÉPARTITION ET À L'ENDETTEMENT

Colonne	56	57	58	59	60	61	62	63
Variable	Dépenses de programmes non militaires réelles du gouvernement fédéral par tête							
Source	HSC	HSC	HSC	Calculé	CANSIM	CANSIM	CANSIM	Calculé
N° de série	H19	H29	H34	58-57-56	v499761	v499764	v499798	60-61-62
Note	Défense	Intérêt	Total	Progr. non mil.	Total	Militaire	Intérêt	Progr. non mil.
Unités	000 000 \$	000 000 \$	000 000 \$	000 000 \$	000 000 \$	000 000 \$	000 000 \$	000 000 \$
1946	388	477	2634	1769				
1947	196	467	2196	1533				
1948	269	475	2175	1431				
1949	387	451	2449	1611				
1950	787	439	2901	1675				
1951	1447	531	3759	1781				
1952	1959	465	4646	2222				
1953	1891	496	4722	2335				
1954	1762	502	4657	2393				
1955	1838	514	4787	2435				
1956	1830	534	5218	2854				
1957	1712	567	5482	3203				
1958	1654	648	5951	3649				
1959	1537	784	6278	3957				
1960	1538	798	6551	4215				
1961	1652	839	7145	4654	7087	1499	786	4802
1962	1606	918	7305	4781	7555	1579	865	5111
1963	1730	994	7681	4957	7733	1491	935	5307
1964	1582	1051	8104	5471	8076	1509	995	5572
1965	1555	1111	8662	5996	8556	1494	1052	6010
1966	1651	1191	9871	7029	9762	1655	1151	6956
1967	1760	1301	11260	8199	11001	1777	1245	7979
1968	1763	1480	12309	9066	12213	1793	1409	9011
1969	1791	1717	13662	10154	13224	1768	1589	9867
1970	1773	1920	15089	11396	15058	1814	1862	11382
1971	1840	2138	17046	13068	17198	1839	1974	13385
1972	1908	2321	18645	14416	19639	1891	2253	15495
1973	2236	2592	22839	18011	21844	2101	2518	17225
1974	2512	3208	29245	23525	28354	2472	2961	22921
1975	2980	3955	33979	27044	35364	2728	3705	28931
1976					38698	3141	4519	31038
1977					43458	3560	5101	34797
1978					48191	3802	6410	37979

1979					52474	3920	8080	40474
1980					60846	4626	9897	46323
1981					71722	5295	13739	52688
1982					83607	5942	16675	60990
1983					91009	6733	17463	66813
1984					102237	7698	21006	73533
1985					112318	9264	24738	78316
1986					114417	8941	26216	79260
1987					120605	9354	27883	83368
1988					128940	10119	31711	87110
1989					138470	10316	37424	90730
1990					151488	11249	41880	98359
1991					161207	10445	41053	109709
1992					164435	10843	39558	114034
1993					167186	11216	39219	116751
1994					165888	10988	40157	114743
1995					172390	10521	46254	115615
1996					166086	9990	45352	110744
1997					160069	9365	43407	107297
1998					163684	9027	43910	110747
1999					171865	9786	43632	118447
2000					179304	10398	45299	123607
2001					184470	11322	41830	131318
2002					183368	11953	36767	134648
2003					194003	11745	35169	147089
2004					196552	12385	33458	150709
2005					218016	13863	32103	172050
2006					217373	14111	32122	171140
2007					228431	15501	31543	181387
2008					243604	17731	30034	195839
2009					254275	19430	26850	207995
2010					268262	18927	27544	221791
2011					270171	19184	28225	222762
2012								
2013								
2014								

TABLEAU A4 (suite) : VARIABLES LIÉES À LA RÉPARTITION ET À L'ENDETTEMENT

Colonne	64	65	66	67	68	69	70
Variable	Dépenses de programmes non militaires réelles du gouvernement fédéral par tête (suite)						
Source	CANSIM	CANSIM	FRT	Calculé	Calculé	Calculé	Calculé
N° de série	v52531068	v52531092	Table 12	65-64-66	59/1/2*10^8	63/1/2*10^8	67/1/2*10^8
Note	Intérêt	Total	Militaire	Progr. non mil.	Réelles par tête	Réelles par tête	Réelles par tête
Unités	000 000 \$	000 000 \$	000 000 \$	000 000 \$	\$ de 2002	\$ de 2002	\$ de 2002
1946					1504		
1947					1165		
1948					929		
1949					964		
1950					960		
1951					905		
1952					1063		
1953					1103		
1954					1090		
1955					1080		
1956					1219		
1957					1280		
1958					1380		
1959					1453		
1960					1494		
1961					1596	1647	
1962					1589	1699	
1963					1597	1710	
1964					1698	1730	
1965					1784	1788	
1966					1971	1950	
1967					2183	2124	
1968					2288	2274	
1969					2410	2342	
1970					2589	2585	
1971					2847	2916	
1972					2963	3184	
1973					3393	3245	
1974					3937	3836	
1975					4029	4311	
1976						4256	
1977						4365	
1978						4330	

1979						4181	
1980						4294	
1981						4289	
1982						4423	
1983						4533	
1984						4739	
1985						4810	
1986						4629	
1987						4602	
1988						4567	
1989						4447	
1990						4531	
1991	41053	163744	10759	111932		4726	4822
1992	39558	167260	10780	116922		4785	4906
1993	39219	169812	11087	119506		4755	4867
1994	40157	168205	10580	117468		4617	4726
1995	46254	173689	9817	117618		4504	4582
1996	45352	167199	8807	113040		4207	4294
1997	43407	160435	9087	107941		3969	3993
1998	43910	164166	9308	110948		4023	4030
1999	43632	173784	10113	120039		4194	4250
2000	45299	180969	9744	125926		4222	4302
2001	41836	186631	10443	134352		4328	4428
2002	36769	184888	11803	136316		4294	4347
2003	35172	195668	12869	147627		4522	4539
2004	33462	198492	14318	150712		4507	4507
2005	32113	220090	15034	172943		4987	5013
2006	32134	219696	15732	171830		4816	4836
2007	31555	230779	17331	181893		4946	4960
2008	30037	246027	18770	197220		5163	5199
2009	26480	256054	20863	208711		5407	5425
2010	27572	272000	21273	223155		5599	5633
2011	28225	275552	22783	224544		5410	5453
2012	26547	270930	22978	221405			5235
2013	25601	274928	21511	227816			5277
2014	24146	271750	21804	225800			5075

TABLEAU A4 (suite) : VARIABLES LIÉES À LA RÉPARTITION ET À L'ENDETTEMENT

Colonne	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
Variable	Endettement des ménages					Dette fédérale nette				
Source	CANSIM	CANSIM	Calculé	Calculé	Calculé	SC 68--212 XPB	Calculé	FRT	Calculé	Calculé
N° de série	v52229251	v62693968	71/4	71/5*10^6	72/5	Tableau 1.10	76/3	Tableau 15	78/4*10^6	78/5
Note		T4	Part du PIB	Part du PIB	Part du PIB		Part du PIB		Part du PIB	Part du PIB
Unités	\$	000 000 \$	%	%	%	000 000 \$	%	000 000 \$	%	%
1946						13421	112.92%			
1947						13048	96.85%			
1948						12372	79.77%			
1949						11776	70.10%			
1950						11645	62.98%			
1951						11433	52.83%			
1952						11188	45.50%			
1953						11162	43.21%			
1954						11116	42.89%			
1955						11263	39.48%			
1956						11280	35.19%			
1957						11008	32.85%			
1958						11046	31.76%			
1959						11678	31.69%			
1960						12089	31.52%			
1961	1.684E+10		40.91%			12437	31.37%			
1962	1.878E+10		42.04%			13228	30.82%			
1963	2.083E+10		43.42%			13920	30.28%			
1964	2.348E+10		44.68%			15070	29.97%			
1965	2.711E+10		46.79%			15529	28.05%			
1966	2.898E+10		44.70%			15101	24.42%	17708	27.32%	
1967	3.215E+10		46.13%			15560	23.43%	18750	26.90%	
1968	3.617E+10		47.50%			16385	22.57%	19417	25.50%	
1969	4.06E+10		48.43%			17025	21.33%	19277	23.00%	
1970	4.429E+10		49.12%			17788	20.76%	20293	22.50%	
1971	4.863E+10		49.41%			18361	19.44%	22079	22.43%	
1972	5.66E+10		51.49%			19150	18.20%	23980	21.82%	
1973	6.317E+10		48.99%			19955	16.15%	26191	20.31%	
1974	7.344E+10		47.67%					28416	18.45%	
1975	8.982E+10		51.73%					34620	19.94%	
1976	1.048E+11		52.38%					41517	20.76%	
1977	1.206E+11		54.56%					52396	23.71%	
1978	1.389E+11		56.72%					65425	26.72%	

1979	1.589E+11		56.84%					77392	27.68%	
1980	1.76E+11		55.97%					91948	29.25%	
1981	1.893E+11		52.52%	51.65%				107622	29.86%	29.36%
1982	1.882E+11		49.54%	48.66%				136671	35.98%	35.34%
1983	2.023E+11		49.18%	48.24%				157252	38.22%	37.49%
1984	2.13E+11		47.38%	46.48%				194419	43.24%	42.42%
1985	2.353E+11		48.44%	47.47%				227808	46.90%	45.96%
1986	2.686E+11		52.40%	51.45%				257650	50.27%	49.36%
1987	3.115E+11		55.73%	54.76%				286667	51.29%	50.39%
1988	3.512E+11		57.29%	56.40%				314614	51.32%	50.52%
1989	3.924E+11		59.67%	58.81%				343757	52.26%	51.51%
1990	4.251E+11	381481	62.53%	61.55%	55.23%			377656	55.54%	54.67%
1991	4.431E+11	399866	64.65%	63.59%	57.38%			409975	59.82%	58.83%
1992	4.673E+11	426527	66.71%	65.51%	59.80%			448994	64.10%	62.94%
1993	4.926E+11	436483	67.75%	66.43%	58.86%			487524	67.04%	65.74%
1994	5.172E+11	459704	67.09%	65.75%	58.44%			524156	68.00%	66.64%
1995	5.375E+11	476464	66.32%	65.05%	57.67%			554162	68.38%	67.07%
1996	5.639E+11	504083	67.38%	65.96%	58.97%			562881	67.26%	65.85%
1997	5.985E+11	541587	67.80%	66.39%	60.08%			559922	63.43%	62.12%
1998	6.368E+11	577504	69.60%	67.98%	61.65%			554143	60.56%	59.16%
1999	6.8E+11	623952	69.22%	67.88%	62.28%			539885	54.95%	53.89%
2000	7.203E+11	663375	66.91%	65.59%	60.41%			519994	48.30%	47.35%
2001	7.637E+11	694281	68.92%	67.30%	61.18%			511946	46.20%	45.11%
2002	8.127E+11	748802	70.49%	68.81%	63.41%			505325	43.83%	42.79%
2003	8.697E+11	815533	71.69%	69.92%	65.57%			496180	40.90%	39.89%
2004	9.451E+11	899364	73.21%	71.33%	67.88%			494717	38.32%	37.34%
2005	1.028E+12	997270	74.79%	72.84%	70.69%			481499	35.05%	34.13%
2006	1.124E+12	1097035	77.51%	75.60%	73.78%			467268	32.22%	31.43%
2007	1.238E+12	1228625	80.91%	79.03%	78.46%			457637	29.92%	29.23%
2008	1.347E+12	1343892	84.02%	81.85%	81.65%			463710	28.92%	28.17%
2009	1.436E+12	1452240	93.92%	91.64%	92.68%			519097	33.95%	33.13%
2010	1.526E+12	1534188	93.90%	91.75%	92.27%			550327	33.87%	33.10%
2011	1.617E+12	1617132	93.98%	91.37%	91.36%			583576	33.91%	32.97%
2012		1698535			92.75%			609391		33.28%
2013		1769383			93.43%			611881		32.31%
2014		1853575			93.79%					

